



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA FRANCOPHONIE

Une candidature de la RDC, pourquoi pas !



Des langues se délient de plus en plus pour soutenir que la gestion de l'Organisation internationale de la Francophonie soit désormais confiée aux États plus engagés dans la Francophonie. Pour les tenants de cette thèse, si le Canada, l'un des pays les plus influents, peut s'attendre à figurer parmi les favoris à travers la secrétaire générale sortante, Michaëlle Jean, la RDC, qui est le deuxième pays francophone, n'en serait pas une candidate négligeable.

Le français étant la langue officielle d'enseignement, la RDC, forte du nombre important de ses locuteurs francophones, compte aussi parmi les pays africains de l'espace francophone qui justifient des avancées démocratiques dans des domaines divers, argumente-t-on dans les milieux intéressés.

Page 4

PARTIS POLITIQUES

Adolphe Muzito en porte-à-faux avec la hiérarchie du Palu

Entre le patriarche Antoine Gizenga et Adolphe Muzito, un des cadres du Parti lumumbiste unifié (Palu), ce n'est plus la lune de miel. À la base, la liberté que s'octroie de plus en plus l'ex-secrétaire permanent adjoint du Palu avec, à la clé, des déclarations intempestives s'écartant de la ligne politique et de l'idéologie du parti. L'intéressé aurait entamé des consultations sans avoir le quitus de la hiérarchie et s'est adjugé le statut de candidat à l'élection présidentielle, investi par une plate-forme autre que celle du Palu. Pour dissiper tout malentendu, Antoine Gizenga a cru bon d'interpeller, via un récent courrier, l'ex-Premier ministre qu'il invite à éclairer la lanterne des militants du Palu par rapport à ses déclarations ambiguës faites à la presse.

Page 3



ENJEUX ÉLECTORAUX

Le Congrès américain accentue la pression sur Kinshasa

Face à la volonté des principaux dirigeants congolais de bloquer le processus électoral par toutes sortes de subterfuges, les parlementaires américains semblent avoir opté pour la méthode forte susceptible de conduire le processus électoral à son terme avec la tenue effective des élections d'ici au 23 décembre.

C'est ce qui ressort de la loi votée le 2 juillet assortie des mesures supplémentaires censées renforcer la pression sur certaines autorités congolaises déjà soumises à des sanctions antérieures (gel d'avoirs, rétention de visas, etc.). Toutefois, Washington fléchira sa position si les scrutins étaient effectifs à échéance échue et qu'un président démocratiquement élu prêtait serment et prenait officiellement ses fonctions, indique-t-on.

Page 2

MINES

Glencore soupçonné des faits de corruption en RDC

Le géant minier suisse fait l'objet d'une enquête initiée par le Département américain de la justice pour des faits présumés de corruption en RDC, au Nigeria et au Venezuela. Obligation lui est faite, via une assignation judiciaire, de produire des documents prouvant son respect des lois anticorruption et contre le blanchiment d'argent. Au stade actuel, il ne s'agit que d'une demande de documents par des autorités américaines et non pas d'une annonce d'enquête formelle contre la société. Nonobstant cette nuance, l'action de Glencore a chuté de plus de 10% à la bourse de Londres à l'annonce de cette nouvelle.

Page 3

ENJEUX ÉLECTORAUX

Le FCC s'engage à soutenir un seul candidat à la présidentielle

L'actualité politique nationale est dominée en ce début de semaine par la signature, le 1er juillet, à Kinshasa de la Charte de la plate-forme électorale regroupant la majorité présidentielle et des ministres se réclamant de l'opposition mais sont membres du gouvernement. Les signataires de ce document se disent tous déterminés à faire route ensemble lors des prochains scrutins de décembre.



Félix Kabange Numbi membre du FCC

Les présidents des partis ainsi que des regroupements politiques et les membres de la société civile acquis à la cause de la plate-forme Front commun pour le Congo (FCC) ont défilé du haut de la tribune érigée au Salon Congo de Pullman Hôtel pour apposer leur signature au bas du texte qui les engage à cheminer ensemble lors des prochaines élections présidentielle, législatives nationales et provinciales, urbaines, municipales et locales sur la base d'un programme commun.

À l'issue de cette cérémonie, plusieurs réactions ont été enregistrées pour saluer cette dynamique politique. C'est le cas de Félix Kabange Numbi, membre du comité stratégique de cette plate-forme électorale, qui a estimé que cette coalition politique

mettait les Congolais ensemble pour un même intérêt pour leur pays et pour un programme commun.

Le FCC, a-t-il indiqué, a l'ambition d'aller à l'élection présidentielle avec un seul candidat. « Nous allons nous présenter à toutes les élections de sorte que le FCC puisse avoir une majorité présidentielle engageant de grandes réformes afin de gérer le Congo de demain et l'amener vers un développement que tout le monde aspire », a déclaré Félix Kabange Numbi. Il a souligné que le FCC veut montrer à la face du monde que les Congolais peuvent se réunir quelles que soient leurs tendances politiques.

S'agissant du candidat à soutenir à l'élection présidentielle, Félix Kabange Numbi n'est pas allé sur le dos de la cuillère pour affirmer

qu'il sera présenté au moment opportun. Le temps pour le FCC de mettre en place des structures et organes qui faciliteront le choix d'un candidat unique. Tout en saluant l'initiative de Joseph Kabila, l'autorité morale du FCC, il a fait remarquer que le Congo prospère ne peut être construit qu'avec l'apport de toutes les intelligences. Il s'agit de rappeler que la cérémonie solennelle de signature de la charte du FCC a débuté le 1er juillet avec les présidents des composantes et des partis politiques. Les présidents des regroupements se sont livrés au même exercice le 2 juillet et la clôture intervient aujourd'hui avec les partis politiques, associations et personnalités indépendantes désireuses d'adhérer à cette plate-forme électorale.

Blandine Lusimana

ALTERNANCE DÉMOCRATIQUE

Le Congrès américain accentue la pression sur Kinshasa

Face à la volonté des principaux dirigeants congolais de bloquer le processus électoral par toutes sortes de subterfuges, les parlementaires américains semblent avoir opté pour la méthode forte, susceptible de conduire ce processus à son terme avec la tenue effective des scrutins d'ici au 23 décembre.

Les États-Unis d'Amérique ont toujours les yeux rivés sur le processus électoral en cours en République démocratique du Congo (RDC) et ne ratent plus une seule occasion pour interpellier les dirigeants congolais en cas de moindre dérapage. L'on se souvient que Washington avait déjà donné le ton en infligeant, en juin dernier, des sanctions contre certaines autorités congolaises dorénavant interdites d'entrée aux États-Unis. Comme si cela ne suffisait pas, c'est au tour du Congrès américain d'emboîter le pas en relançant la pression sur la RDC. Une loi sur la crise politique en RDC, initiée par le sénateur Smith, venait d'être votée, le 28 juin dernier, au Congrès américain.

Il est réaffirmé dans ce texte, de manière forte, l'exigence pour le pays de tenir des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales voulues libres, démocratiques et transparentes, le 23 décembre. Les congressmen américains ne se sont pas arrêtés à ce niveau et prévoient, dans cette loi, une série de sanctions judiciaires et financières contre des responsables politiques et militaires mais aussi contre des éléments de l'armée, de la police et des services spéciaux qui se-

raient épinglés comme commanditaires ou auteurs d'actes de nature à entraver le processus électoral et à porter atteinte aux droits de l'homme.

Cent vingt jours sont requis à dater de l'entrée en vigueur de ce texte pour que le président de céans soumette aux comités du Congrès compétents le rapport énumérant les personnalités congolaises jugées sanctionnables, apprend-on. Il s'agit donc des mesures supplémentaires susceptibles d'exercer la pression sur certaines autorités du pays déjà soumises à des sanctions antérieures qui sont toujours d'application (gel d'avoirs, rétention de visas, etc.). Ce barème de sanctions pourrait éventuellement être retiré si le gouvernement congolais faisait amende honorable en progressant de manière significative vers la tenue d'élections libres et équitables et respecte les libertés de presse, d'expression et de réunion telles que décrites dans l'accord de Saint-Sylvestre et dans la résolution 2348 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Bien plus, Washington pourrait éventuellement alléger sa pression sur les officiels congolais si les élections étaient effectives à échéance échue et qu'un président démocratiquement élu aurait prêté serment et pris officiellement ses fonctions, indique-t-on. Autant dire que les États-Unis n'entendent pas relâcher la pression sur Kinshasa qu'ils soupçonnent de tout mettre en œuvre pour torpiller la suite du processus électoral.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoulou

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsis Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MINES

Glencore soupçonné des faits de corruption

Le géant minier suisse fait l'objet d'une enquête initiée par le Département américain de la justice pour des faits présumés de corruption en RDC, au Nigeria et au Venezuela. Obligation lui est faite, via une assignation judiciaire, de produire des documents prouvant le respect des lois anticorruption et contre le blanchiment d'argent.

Les choses ne tournent plus rond depuis un certain temps au sein du groupe Glencore, le géant suisse actif dans les mines (cuivre, cobalt) et le négoce de matières premières (pétrole, métaux, céréales). Installé en République démocratique du Congo (RDC), ce grand opérateur minier se trouve, en effet, dans le collimateur du Département américain de la justice qui le soupçonne d'être impliqué dans des actions de corruption et de blanchiment d'argent. Une assignation en bonne et due forme, émise le 2 juillet par la justice américaine, exige à la société de « produire des documents et autres enregistrements en application de la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger ». En fait, les soupçons de corruption qui planent sur Glencore sont liés à ses activités au Nigeria, au Venezuela et en RDC.



Glencore assigné en Justice dans une enquête de corruption

Au stade actuel, il ne s'agit que d'une demande de documents par des autorités américaines et non pas d'une annonce d'enquête formelle contre la société. Nonobstant cette nuance, l'action de Glencore a chuté de plus de 10% à la Bourse de Londres à l'annonce de cette nouvelle. Pour maints analystes, ce dernier développement à décharge du géant zougais avec, à la clé, une enquête en gesta-

tion, ne surprend outre mesure lorsqu'on connaît les tribulations de Glencore empêtré dans plusieurs combines maffieuses aux contours flous. Une certaine opinion attend de la justice américaine des investigations fouillées, notamment sur les agissements ayant permis à Glencore de mettre la main sur des actifs de classe mondiale en RDC à des prix bradés.

Présent dans le pays par le biais

de ses filiales Mutanda Mining et Kamoto Copper Company qui emploient plus de douze mille personnes, le groupe Glencore ne jouit décidément pas d'une bonne image en matière de transparence que requièrent les transactions. Ses relations d'affaires en RDC ne sont pas des plus recommandables. Les accointances de ce groupe avec l'affairiste israélien Dan Gertler, mainte fois accusé de corrup-

tion et de pillage des ressources naturelles en RDC, passent mal dans le chef d'une certaine opinion. Glencore, renseigne-t-on, avait racheté, dans des circonstances obscures, pour cinq cent trente-quatre millions de dollars, la part de Dan Gertler dans la compagnie minière Mutanda Mining. La compagnie zougaise avait récidivé en concluant un nouvel accord avec Dan Gertler qui prévoyait le versement par Glencore de quelque cent dix millions d'euros par an de dividendes à l'homme d'affaires israélien.

Selon l'ONG Global Witness, il s'agissait d'une tentative délibérée de contourner les sanctions américaines. L'une des sociétés visées par le Trésor, Ventora, est justement celle qui doit recevoir les dividendes de Glencore. Acculée, la société minière a, par le biais d'un communiqué, annoncé qu'elle va « examiner l'assignation et fournir d'autres informations en temps et en heure ». En attendant, l'image de ce géant minier a attrapé un sérieux coup d'estocade. Déjà, l'annonce de l'assignation américaine a fait plonger le titre de 7,5% à 322 pence (3,64 euros) dans les premiers échanges, mardi matin à Londres. Dossier à suivre.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

Adolphe Muzito en porte-à-faux avec la hiérarchie de sa formation politique

Les dernières sorties médiatiques de l'ancien Premier ministre ne rassurent plus Antoine Gizenga dont les alliances avec la majorité présidentielle ne sont pas encore rompues.

L'ancien Premier ministre et cadre du Parti lumumbiste unifié (Palu) doit répondre à plusieurs questions relatives à ses dernières déclarations tant dans la presse que sur la place publique. Selon le secrétaire général de ce parti allié de la majorité présidentielle, Antoine Gizenga, l'attitude affichée par son lieutenant ne rassure plus. C'est donc cette position qui est à la base des questions que le patriarche pose à son poulain et dont il veut avoir des réponses.

Dans ses inquiétudes, Antoine Gizenga veut comprendre ce que Adolphe Muzito veut insinuer, quand il a déclaré à « Radio France internationale » que le patriarche observait un repos médical et qu'il ne donnait que des conseils. « Qui dirige alors le parti ? », s'enquit le secrétaire général du Palu.

En entendant son poulain leur dénier, à lui et au président Joseph Kabila, la qualité d'engager le pays et de décider sur l'avenir de la nation congolaise, Antoine Gizenga veut savoir celui qui en a la qualité.



Muzito s'attendrait à tracer son chemin

Dans sa réaction, le patriarche Gizenga voit également dans l'attitude d'Adolphe Muzito une visée de libertinage étant donné que l'ancien Premier ministre, nourri aux mamelles du Palu et pistonné à ce poste par ce parti, a soutenu

que pour ses nouvelles ambitions, il n'avait pas besoin du soutien de la direction de cette formation politique ni de sa base. D'après le secrétaire général du Palu, Adolphe Muzito joue pour la rupture de la cohésion au sein de cette formation. Le patriarche Gizenga reproche aussi à Adolphe Muzito des consultations menées au nom du

Palu avec certaines formations politiques de l'opposition dont l'Union pour la démocratie et le progrès social. « Usurpation de qualité et du pouvoir ! », accuse Antoine Gizenga qui ne supporte pas qu'un membre et cadre de son parti fasse des déclarations, telles celles du 18 mai sur les antennes de « TV 5 », qu'il avait personnellement, en

tant que candidat à l'élection présidentielle, un programme en cours d'élaboration, qui serait donc différent de celui du Palu et sur la base duquel il a entrepris des consultations.

Antoine Gizenga ne comprend pas qu'Adolphe Muzito déclare qu'il était dans une opposition citoyenne contre Kabila, alors qu'il est du Palu et qu'il ait également déclaré qu'il était investi en qualité de candidat président de la République par une plate-forme politique autre que celle où le Palu est membre.

Attendant d'Adolphe Muzito de dissiper ce malentendu, Gizenga se demande si, par rapport à tous ces faits et gestes, ce cadre de son parti est toujours dans la vision du Palu dont il est le secrétaire général. « Au regard de tout ce qui précède, j'attends de vous dans les quarante-huit heures, dès réception du présent questionnaire, de me fixer sur votre appartenance au Palu comme militant respectueux de la discipline du parti et de mes orientations, en me retournant par courrier, votre désengagement des positions ci-haut évoquées », avait écrit Antoine Gizenga à son lieutenant, lui demandant de répondre urgemment à près de huit questions.

Lucien Dianzenza

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE L'OIF

L'idée d'une candidature de la RDC fait surface

Des langues se délient pour soutenir que la gestion de l'institution soit désormais confiée aux Etats plus engagés dans la francophonie.

La course à la succession de Michaëlle Jean au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est ouverte et l'idée d'une candidature de la République démocratique du Congo (RDC) fait surface. « Une candidature vous fait respecter et on vous compte quand il s'agit des conciliabules. En définitive, une candidature est une réaction active et vous fait sortir d'une sorte de passivité », note un spécialiste de la question. Ceux qui soutiennent cette idée la motivent, en effet, par les nombreux atouts que présente la RDC, considérée comme le deuxième pays francophone. Mais sur le terrain, il est constaté que dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, où se tenait le trente et unième sommet de l'Union africaine (UA), le pré-



sident en exercice de cette institution, le Rwandais Paul Kagame, a multiplié des actions en vue de l'élection de sa candidate, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. Paul Kagame a rallié à sa cause les voix de l'ensemble des chefs d'Etat africains.

Si, pour le Canada, la candidature de Michaëlle Jean à sa propre succession ne fait plus mystère, le Rwanda et sa candidature ne font pas l'unanimité car d'autres membres de l'OIF leur trouvent à redire. Jadis francophone, le pays de Paul Kagame a, en effet, tourné casaque au lendemain de l'avènement au pouvoir du Front patriotique rwandais en

1994. En froid avec la France qu'il accusait d'avoir soutenu les caciques du régime de Juvénal Habyarimana, Paul Kagame a inscrit son pays dans la zone anglophone, en intégrant le Commonwealth. Pour des raisons essentiellement politiques donc, le président rwandais avait décidé de remplacer le français par l'anglais comme langue d'enseignement en 2008.

Loin des valeurs prônées par la Francophonie

Mais, en plus, les pourfendeurs du Rwanda et de sa candidature reprochent à ce pays de fouler notamment aux pieds les valeurs démocratiques que prône la Francophonie. Ils ac-

cusent, en effet, Paul Kagame d'avoir changé la Constitution de son pays et d'avoir brigué un troisième mandat bien que les textes régissant la vie politique dans son pays le lui interdisaient. L'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme accusent également le Rwanda de mener, depuis le génocide, une répression féroce contre toute voix dissidente. « On est donc très loin des engagements pris à Bamako et des valeurs démocratiques portées par la Francophonie », notent plusieurs officiels francophones, africains comme étrangers cités par la Radio France internationale.

Aussi, l'opinion se rappelle toujours des accusations « mutuelles » entre Paris et Kigali sur l'assassinat de Juvénal Habyarimana ainsi que ses conséquences. « La France reprochait aux rebelles de Paul Kagame d'avoir descendu l'avion du président Habyarimana, causant la mort de l'équipage français et torpillant ainsi les accords de paix d'Arusha.

C'est, d'ailleurs, la procédure judiciaire en France sur cet attentat qui avait empêché jusqu'ici les deux pays de se réconcilier », a commenté la radio française, notant également les réactions énergiques du régime de Kigali à chaque fois qu'il était cité dans cette affaire.

Deuxième pays francophone du monde de par sa superficie et sa démographie, la RDC occupe une position géostratégique. Située au cœur du continent, avec neuf voisins, ce géant africain présente plusieurs atouts. Elle est la frontière stratégique du français par rapport au sud-est du continent et se pose en limite géographique et linguistique avec l'Afrique australe et l'Afrique orientale. Le français étant la langue officielle d'enseignement, la RDC, forte du nombre important de ses locuteurs francophones, compte aussi parmi les pays africains de l'espace francophone qui justifient des avancées démocratiques dans des domaines divers.

Lucien Dianzenza

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO



+242 06 951 0773

+242 05 629 1317



imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



FRANC CONGOLAIS

Des nouvelles séries de coupures sur le marché dès août

Il s'agit des billets de 500, 1 000 et 5 000 qui devraient être injectés par la Banque centrale du Congo (BCC), dans le cadre de l'optimisation du niveau de sécurité de la monnaie nationale. Mais l'Autorité monétaire rappelle qu'elle n'a pas démonétisé les billets en cours de circulation.

La démarche de la BCC constitue l'une des deux phases d'une vaste opération de révision fiduciaire de la monnaie nationale. Après la mise en circulation à partir du mois d'août, il est prévu une seconde phase comprenant un échelonnement du reste de la nouvelle série des billets sur l'année 2019, à travers des émissions de remplacements. Outre la sécurité de la monnaie nationale, cette opération très sensible participe également à la stabilité du cadre

macro-économique.

D'emblée, il n'y a pas à s'inquiéter sur les motivations, la procédure et même la finalité d'une telle opération. En effet, on se rappelle la méfiance du public sur les coupures de 5 000 Francs congolais (FC) après des rumeurs persistantes sur des faux billets en circulation. Cette situation déplorable a affecté cette coupure de 5 000 FC au cours du premier trimestre 2017, précise la BCC. Les nombreux démentis de l'autorité monétaire n'ont pas permis de décrier la situation rapidement, au point d'empêcher la circulation normale de ce billet. Des poches de résistance sont signalées ci et là dans la capitale et même à l'intérieur du pays. La BCC va plus loin en parlant de la multiplication des attaques des contrefacteurs contre la monnaie nationale. Dans son dernier communi-

qué officiel, la BCC commence ainsi par confirmer la circulation prochaine d'une nouvelle série des coupures de 500, 1 000 et 5 000 FC. Par ailleurs, rassure-t-elle, cette annonce officielle faite en juin traduisait une volonté de faire coïncider la date de l'accession du pays à la souveraineté internationale et nationale au lancement de la première et deuxième série des billets du FC. Il s'agit des billets émis depuis six ans pour la seconde série et près de vingt ans pour la première. Dès lors, la décision de retoucher les billets intervient légalement après le début de leur utilisation. Une telle initiative s'explique par une volonté manifeste de contrer les tentatives de contrefaçon. Cela devrait conduire nécessairement à l'adoption de nouveaux éléments de sécurité.

Laurent Essolomwa

RDC

La FBCP inquiète de la sécurité de la famille Prosper Tunda

L'ONG demande aux autorités du pays de tout mettre en oeuvre en vue de protéger l'ancien gouverneur du Maniema et sa famille, partout où ils se trouveraient sur le territoire national.

La Fondation Bill-Clinton pour la Paix (FBCP) a exprimé, dans un communiqué du 3 juillet, sa préoccupation

pris à partie par sept personnes non autrement identifiées, à la hauteur du home Assanef, sur l'avenue ex-24 novembre. « *A la suite de cette agression, M. Lokale Tunda Junior était gravement blessé et amené d'urgence à l'hôpital du Cinquantenaire de Kinshasa pour les soins médicaux appropriés* », a expliqué la FBCP qui, citant les informations en sa pos-

lants ont emporté certains biens de valeur dont un ordinateur portable de marque acer et son chargeur, un téléphone portable de marque Samsung note1, deux portefeuilles contenant quarante dollars américains et six mille cinq cents francs congolais ainsi que les pièces d'état civil de Michaël Tunda. Il y a également dans le lot d'objets emportés, d'autres objets de valeur. Dans la même nuit, souligne l'ONG, la résidence de l'honorable Prosper Tunda, dans la province de Maniema, a elle aussi été visitée par les personnes non identifiées, qui ont emporté des biens importants. Analysant ces faits et tenant compte de toutes ces menaces à l'endroit de l'ex-gouverneur et de sa famille, la FBCP pense qu'il y a manipulation à caractère politique quelque part. Elle indique que selon les informations, Prosper Tunda est suspecté d'être proche de l'ex-gouverneur du Katanga et candidat déclaré à l'élection présidentielle, Moïse Katumbi Chapwe. Ce qui amène cette ONG à exhorter les autorités politico-administratives compétentes à tout faire pour assurer la sécurité à ce Congolais et à sa famille, partout où ils se trouveraient, sur l'étendue du territoire national.

Lucien Dianzenza

« A la suite de cette agression, M. Lokale Tunda Junior était gravement blessé et amené d'urgence à l'hôpital du Cinquantenaire de Kinshasa pour les soins médicaux appropriés »

face à ce qu'elle a qualifié d'insécurité vécue par la famille de l'honorable Prosper Tunda, ancien gouverneur de la province du Maniema et président de l'Association des chefs coutumiers de cette province dont l'élection a été annulée cette année par l'ex-Cour suprême de la justice « pour une raison politique ». Selon cette organisation, le 2 juillet vers 17h00, deux des fils du gouverneur honoraire, Junior Tunda Lokale et Michaël Tunda Omba, ont été

session, a noté que deux de ces agresseurs étaient arrêtés et transférés au parquet de Grande instance de la Gombe. Les inquiétudes de cette ONG sont motivées par le caractère récidiviste et la coïncidence qui entoure ces attaques, parce que dans la nuit du 2 au 3 juillet, à 3 heures du matin, un autre groupe de personnes armées non identifiées a visité la résidence familiale des Tunda, dans la commune de Bandalungwa. A en croire la FBCP, cette fois-ci, les assail-

TRANSPORT

La SCTP près de la ligne rouge

Les grèves à répétition ont contribué à la fragilisation de la santé financière du géant des transports en RDC. Au cours d'une petite cérémonie organisée en marge de la présentation des nouvelles locomotives de la société commerciale, le gouverneur du Kongo Central, Jacques Mbadu, a mis en garde contre les mouvements intempestifs d'arrêt de travail en cette période très difficile pour l'ex-Onatra.

Il y a quelques jours, la ville portuaire de Matadi, la capitale du Kongo Central, a connu une ambiance assez festive. Pour cause, la Société commerciale des transports et des ports (SCTP) a réceptionné une dizaine de locomotives et environ quatre-vingts wagons. Un véritable événement pour cet ancien fleuron de l'économie congolaise qui gère le trafic ferroviaire et fluvial sur toute la partie ouest du pays. Ces engins en provenance de l'Afrique du Sud vont permettre d'assurer un retour en force de l'opérateur qui reste incontournable dans le transport des marchandises et des personnes. Ils proviennent d'une commande spéciale du gouvernement central au profit de la SCTP. L'unique but recherché est d'arriver à renforcer le trafic ferroviaire dans cette partie très active économiquement du territoire national. Autre détail important, ce projet d'acquisition est le fruit d'un solide partenariat public-privé, une preuve de plus de la marge de manoeuvre qu'offre cette forme de coopération entre l'Etat congolais et le secteur privé, dans le cadre de la relance de l'économie nationale. Pour autant, toute réussite du partenariat implique forcément un certain niveau de sérieux des deux partenaires engagés. Certes, l'effervescence était bien au rendez-vous chez les inconditionnels du chemin de fer de la province du Kongo Central.

Daniel Mukoko, le directeur général de la SCTP, n'a pas hésité de parler « d'un signal fort dans la quête du redressement et du développement de la société ». Si le patron de la province partage largement cet enthousiasme, en annonçant, d'ailleurs, au pays la renaissance de la SCTP, il est resté très inquiet sur l'avenir de la société. Il n'a pas été question pour lui d'utiliser la langue de bois pour définir la triste situation de la SCTP lors de la réception du premier lot de locomotives et wagons. Selon lui, il faut « sauvegarder à tout prix les patrimoines nationaux qui se trouvent dans le Kongo Central ». Dans le lot, il mentionne de manière tacite le chemin de fer, les trois ports maritimes, le barrage d'Inga, l'exploitation pétrolière et les sociétés de cimenterie. « *Nous n'avons pas le droit de bafouer ni de saboter ce que nous devons gérer en bon père de famille. (...) Et quand vous n'êtes pas digne de gérer la caisse, on peut vous ravir la clef* ». Une allusion sans doute à certains projets sous-régionaux très avancés dans les domaines des transports qui restent d'actualité mais dont l'ex-Onatra ne semble pas en mesurer les conséquences directes tant sur sa survie en tant qu'opérateur dans un domaine de plus en plus compétitif, que sur la viabilité de la province du Kongo Central qui risque de perdre un de ses plus grands marchés.

L.E.

MÉDIAS

FFJ compatit au meurtre de cinq journalistes américains

L'ONG a présenté ses condoléances à l'ambassadeur américain ainsi qu'à toute la communauté américaine basée en République démocratique du Congo (RDC).

L'organisation de défense de la liberté de la presse et du droit à l'information établie en RDC, Freedom for journalist (FFJ), a exprimé, le 3 juillet, ses vifs regrets en apprenant l'assassinat des cinq journalistes américains sur le sol des États-Unis. « *FFJ a appris, avec consternation, le meurtre des cinq journalistes américains aux États-Unis, tués dans leur rédaction alors qu'ils travaillaient pour informer le peuple américain* », a écrit cette organisation, dans une lettre adressée à l'ambassadeur des États-Unis à Kinshasa, dont copie estampillée State Department est parvenue à la presse.

Dans cette lettre signée par son directeur, FFJ condamne ce meurtre et invite la communauté américaine à ne pas céder à la peur et à appuyer les journalistes et les médias, « *entités indispensables pour l'accompagnement de la séculaire démocratie américaine* ». À cette occasion, cette ONG a dit présenter au diplomate et à l'ensemble de la communauté américaine basée en RDC, ses très sincères condoléances. « *Douleurs et peines partagées* », a dit FFJ. Il est rappelé que quatre personnes sont mortes sur les lieux de l'attaque, le 28 juin dernier, dans une fusillade visant les locaux de «The Capital», un journal d'Annapolis, la capitale de l'État du Maryland, aux États-Unis. La cinquième personne est décédée à l'hôpital alors que deux autres ont été légèrement blessées.

L.D.

BRÈVES

BÉNIN

Le pays bénéficiera d'un nouveau financement de 22,4 millions de dollars de la part du Fonds monétaire international (FMI), dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit. En 2017, l'activité économique du Bénin s'est développée et l'inflation a été maintenue à un taux assez faible. Aussi, l'exécution du budget 2017 a été au-delà des espérances et le déficit budgétaire global maintenu à 7% du produit intérieur brut. Le principal moteur de cette performance a été le secteur fiscal qui a connu une hausse de ses recettes, en raison de l'élargissement de l'assiette fiscale et de l'amélioration du système de collecte des impôts. Pour 2018, le pays devrait donc réaliser une croissance économique de 6%, selon les prévisions du FMI.

NIGERIA

Le Royaume-Uni et le Nigeria étudient les possibilités de cotation des emprunts obligataires libellés en naira sur la Bourse de Londres pour faciliter la mobilisation des fonds nécessaires au financement des projets d'infrastructures dans le pays. «*Nous avons beaucoup de capital à Londres mais nous n'avons pas de projets à soutenir. Le Nigeria a beaucoup de projets à financer et pas de capital. Libérez le marché des capitaux, reliez Londres et le Nigeria, et ce sera une belle opportunité*», a indiqué le Lord-maire de Londres, Charles Bowman, sans plus de précision. Autrefois coqueluche des investisseurs friands des opportunités qu'offrent les marchés frontières, le Nigeria a sombré dans la récession en 2016 dans le sillage de la chute des cours de brut. Ce pays d'Afrique de l'ouest est parvenu depuis à remonter la pente mais la croissance de son économie très dépendante des hydrocarbures demeure fragile.

CAMEROUN

Les députés camerounais ont adopté, le 2 juillet, la prorogation d'un an de leur mandat demandée par le président Paul Biya, reportant les législatives à 2019, après les élections générales, dont la présidentielle, prévues cette année. «*La tenue au cours de l'année 2018 des élections présidentielle, législatives et municipales sensiblement aux mêmes périodes rend difficile leur organisation matérielle, à cause du chevauchement des opérations électorales*», avait expliqué Paul Biya dans une correspondance au parlement. L'élection présidentielle -prévue en principe en octobre, n'a pas encore été convoquée par les autorités camerounaises- se tiendra dans un contexte difficile alors que le groupe djihadiste Boko Haram sévit toujours dans l'extrême-nord du pays et que les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest sont confrontées à une grave crise socio-politique depuis fin 2016.

CÔTE D'IVOIRE

Une centrale électrique à biomasse utilisant les déchets de la production de cacao, la première au monde, est à l'étude. Avec une puissance de soixante à soixante-dix mégawatts, la centrale devrait démarrer en 2023 à Divo (centre). Le projet a été financé à hauteur d'un million de dollars par l'Agence américaine pour le commerce et le développement. L'investissement prévu pour la construction de la centrale est de cent cinquante-quatre milliards de francs CFA. La production de cacao en Côte d'Ivoire, numéro un mondial du secteur, génère chaque année vingt-six millions de tonnes de déchets, principalement les cabosses de cacao d'où sont extraites les graines. La centrale à biomasse devrait permettre d'économiser deux cent cinquante mille tonnes de CO2 par an. Neuf centrales similaires pourraient potentiellement être construites dans le pays. La Côte d'Ivoire dispose actuellement d'une puissance totale de 2 200 MW.

LIBYE

Quelque 8 938 migrants irréguliers de trente pays d'Afrique et d'Asie ont été rapatriés de Libye durant les six premiers mois de 2018, dans le cadre d'un programme de « retour volontaire » mené par l'Organisation internationale des migrations (OIM). Ces statistiques ne prennent pas en compte les migrants ayant le statut de réfugiés et qui ont été évacués vers un pays tiers par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). A la mi-juin, le patron du HCR, Filippo Grandi, avait indiqué que seulement moins de deux mille réfugiés évacués de Libye avaient été admis dans des pays d'accueil, sur vingt-cinq mille places promises, appelant ces pays à accélérer les procédures d'installation des demandeurs d'asile. L'OIM a rapatrié près de vingt mille migrants en 2017 et souhaiterait porter ce chiffre à trente mille en 2018.

J.M.L.et AFP

EST LIBYEN

Toutes les exportations de pétrole suspendues

La décision a été annoncée le 2 juillet par la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC), basée à Tripoli, entraînant une perte de production de 850 000 barils/jour.

La suspension des exportations dans les deux ports restants de l'est libyen intervient sur fond d'un bras de fer entre autorités politiques rivales, autour du contrôle des terminaux pétroliers et de la gestion des revenus des hydrocarbures. Selon la NOC, les pertes de production s'élèvent désormais à 850 000 barils/jour, sur un total d'un peu plus d'un million de barils/jour, soit un manque à gagner quotidien estimé à 67,4 millions de dollars.

Après les terminaux d'al-Sedra et Ras Lanouf, pour lesquels les exportations sont gelées depuis le 14 juin dernier, la NOC -compagnie loyale au gouvernement d'union nationale basé à Tripoli (GNA)- a décrété « l'état de force majeure » sur Zoueitina et al-Hariga à partir du 2 juillet. Invoqué dans des circonstances exceptionnelles, l'état de « force majeure » permet une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

Selon la NOC, les autorités parallèles établies dans l'est du pays ont empêché deux chargements de brut depuis les ports de Zoueitina et al-Hariga durant le week-end dernier. Après que ses forces ont chassé des groupes rivaux



des terminaux de Ras Lanouf et al-Sedra, dans le Croissant pétrolier, l'homme fort de l'est libyen, Khalifa Haftar, a annoncé qu'il livrait la gestion des installations pétrolières sous son contrôle aux autorités parallèles. Cette décision a ulcéré le GNA, alors que des résolutions de l'ONU stipulent que le pétrole doit rester sous le contrôle exclusif de la NOC légitimement reconnue et sous la seule supervision du GNA.

Les pays occidentaux, l'ONU et l'Union européenne ont eux aussi confirmé « les droits exclusifs » de la NOC de Tripoli à exporter le pétrole. «*Malgré les mises en garde de la NOC sur les graves conséquences de la poursuite du blocage, le commandement*

général (des forces de Haftar) n'est pas revenu sur sa décision d'interdire les navires pétroliers d'entrer dans les ports pour charger leurs cargaisons », a déploré le patron de la NOC, Mustafa Sanallah, avant d'ajouter : «*Les réservoirs de stockage sont pleins et de ce fait la production va s'arrêter* ».

En mettant fin aux exportations et, par conséquent, à la production, Tripoli cherche à bloquer le maréchal Haftar qui contrôle le Croissant pétrolier et tout l'est du pays. En effet, il y a une semaine, Khalifa Haftar a interdit aux navires pétroliers d'accoster dans les ports de l'est, sans la permission des autorités parallèles sous ses ordres.

Josiane Mambou Loukoula

GABON

Ali Bongo réduit de 40% les effectifs à la présidence

Le pays a décidé de mettre en place une politique de réduction drastique des dépenses publiques qui passe, entre autres mesures, par une baisse du nombre de fonctionnaires de la présidence de la République.

«*La présidence de la République, en tant que première institution du pays, se doit de faire preuve d'exemplarité et d'indiquer le chemin à suivre par le reste de l'administration* », indique un communiqué du gouvernement.

Ce texte, publié le 29 juin à l'issue du dernier conseil des ministres, affirme qu'un effort « sans précédent et particulièrement courageux en terme de réduction de la masse salariale et donc des effectifs, doit être engagé et cela sans délai ». A cette fin, le président Ali Bongo Ondimba a décidé « la remise à disposition » à leur administration d'origine « de 40 % des personnels nommés à la présidence de la République ».

Les mesures prévoient également une diminution des membres des cabinets ministériels, « l'interdiction de voyager en classe affaires » pour les hauts fonctionnaires « en dehors des membres du gouverne-

ment et assimilés » et « l'interdiction d'acquiescer des véhicules de plus de trente millions de francs CFA dans toute l'administration et autres services publics ».

Ces mesures symboliques s'ajoutent à des décisions qui, à partir de fin juillet, toucheront les fonctionnaires les mieux payés, passant par une importante réduction des salaires, proportionnelle au montant touché : moins 5% pour ceux compris entre 650 000 et 1 500 000 F CFA, moins 15% pour ceux dépassant deux millions. Une pilule difficile à avaler pour l'organisation Dynamique

unitaire, qui regroupe plusieurs syndicats. Elle dénonce ces annonces, affirmant que les fonctionnaires ne sont pas responsables de « la gabegie ayant conduit le Gabon dans une impasse financière insurmontable ».

Les syndicats, qui estiment ne pas avoir « à subir les mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international (FMI) qui impose la diminution du train de vie de l'Etat », ont prévu de se réunir le 11 juillet en assemblée générale pour décider des suites à donner à ces mesures d'austérité.

Avec l'appui du FMI, le gouvernement gabonais vise à faire passer la masse salariale du public en dessous de cinq cents milliards de FCFA par an contre sept cent vingt milliards de FCFA par an en 2017. Riche principalement de son pétrole, de ses ressources minières et de sa forêt, le Gabon traverse depuis 2015 une passe économique difficile - aggravée par la baisse des prix du brut -, se traduisant par du chômage, des grèves, des entreprises qui tournent au ralenti ou mettent la clé sous la porte.

J.M.L.et AFP

« La présidence de la République, en tant que première institution du pays, se doit de faire preuve d'exemplarité et d'indiquer le chemin à suivre par le reste de l'administration »

UNION AFRICAINE

Migrants, sécurité et intégration économique ont dominé le sommet de Nouakchott

Les dirigeants de l'organisation panafricaine se sont réunis les 1er et 2 juillet, dans la capitale mauritanienne, pour un 31e sommet axé sur le renforcement de l'intégration continentale qui leur a permis de se pencher sur les trois sujets dans le but d'en trouver des solutions durables.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) ont, comme à chaque sommet, discuté des crises qui secouent le continent, dont celle en République démocratique du Congo et la guerre civile au Soudan du Sud. Parallèlement aux questions de sécurité liées aux crises sur le continent, les dirigeants de l'UA ont débattu de la zone de libre-échange continentale, lancée le 21 mars dernier à Kigali, au Rwanda, qui pourrait représenter un marché de plus de 1,2 milliard de personnes.

Signé au départ par quarante-quatre pays sur cinquante-cinq, l'accord y relatif a été paraphé lors du sommet de Nouakchott par cinq nouveaux pays : l'Afrique du Sud, la Sierra Leone, la Namibie, le Lesotho et le Burundi. Ce texte entrera en vigueur quand vingt-deux pays l'auront fait. À l'issue du sommet, le chef de l'Etat rwandais, Paul Kagame, président en exercice de l'organisation panafricaine, a déclaré : « C'est un progrès significatif. Il faut relever des progrès notables vers l'Afrique que nous appelons de nos vœux ».

En outre, et au moment où l'Afrique est

confrontée à l'exode de sa jeunesse, les dirigeants africains ont cherché les voies et moyens nécessaires pour mieux « coordonner » avec l'Europe le sujet des migrants, comme l'a souligné le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat. Ce qui a permis aux dirigeants africains de mettre en place un Observatoire sur la migration, qui sera basé à Rabat, au Maroc.

La candidature du Rwanda pour diriger l'Organisation internationale de Francophonie (OIF), après quatre ans de mandat de la Canadienne Michaëlle Jean, candi-

« Nous avons adopté la candidature (...) de Louise Mushikiwabo, cheffe de la diplomatie rwandaise, au poste de secrétaire général de la Francophonie »

date à sa propre succession en octobre, était au nombre des points abordés durant le sommet. À ce sujet, les dirigeants de l'UA ont officiellement décidé de soutenir la candidature de la ministre rwandaise des Affaires étrangères. « Nous avons adopté la candidature (...) de Louise Mushikiwabo, cheffe de la diplomatie rwandaise, au poste de secrétaire gé-

néral de la Francophonie », a confié le président namibien, Hage Geingob.

Si le président rwandais s'est assuré du soutien de ses pairs à la candidature de sa ministre des Affaires étrangères à la tête de l'OIF, il faut signaler que la France appuie depuis quelque temps cette démarche, qui permettrait de ramener la direction de l'OIF en Afrique, après quatre ans de mandat de l'actuelle secrétaire générale.

En marge du sommet de l'UA, le président français, Emmanuel Macron, s'est entretenu avec les dirigeants de la force conjointe du G5 Sahel à la faveur d'un mini-sommet tenu dans le nouveau collège de défense de cette force, situé aux portes de Nouakchott. « Notre souhait est d'éradiquer dans toute la région le terrorisme par la coordination sécuritaire » entre la force conjointe des pays du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie), l'opération française Barkhane et la mission de l'ONU au Mali, la Minusma, a-t-il déclaré. Emmanuel Macron s'exprimait après plusieurs attaques meurtrières qui ont de nouveau frappé le Mali et le Niger depuis le 29 juin faisant vingt-cinq victimes. Pour le président nigérien, Mahamadou Issoufou, le combat qui oppose la force conjointe aux djihadistes est « militaire sur le court terme ». Mais « à long terme, c'est le développement économique et social qui est essentiel car c'est sur le terrain de la pauvreté que se développe le terrorisme », a-t-il estimé.

Nestor N'Gampoula

FRANCE-MALI

Paris en désaccord avec Bamako sur l'application de l'accord d'Alger

Lors de son déplacement à Stockholm, en Suède, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a formulé des critiques contre les autorités maliennes qu'il reproche de « manquer de volonté politique pour la mise en œuvre de l'accord issu du processus d'Alger ».

Jean-Yves Le Drian estime que l'accord d'Alger « a tout ce qu'il faut pour retrouver la paix au Mali et plus globalement au Sahel », à condition d'y mettre de « la volonté politique, de transformer cet accord en réalité ». Ce qui ne serait toujours pas le cas, espérant que cela le deviendrait après l'élection présidentielle. Le chef de la diplomatie française a appelé à un engagement pour la mise en œuvre de ce texte.

La déclaration de Jean-Yves Le Drian intervient après que le Premier ministre français, Edouard Philippe, a annulé la visite au Mali, où il devait s'y rendre pour rencontrer les forces françaises basées à Gao et les autorités maliennes, y compris le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta. Cette visite fut annulée au lendemain de manifestations à Bamako où le drapeau français avait été saboté et déchiré.

Par ailleurs, les autorités françaises ne voulaient pas que « l'étape Bamako soit exploitée à des fins électoralistes ». La présidentielle malienne ayant lieu le 29 juillet.

Noël Ndong

FÊTE DU 30 JUIN

Christophe Munzungu fait le point de la situation actuelle en RDC

Au cours d'une cérémonie relative à la célébration à Brazzaville du cinquante-huitième anniversaire de l'accession de son pays à l'indépendance, l'ambassadeur a situé l'opinion sur le processus politique et électoral en cours ainsi que sur les domaines humanitaire, sanitaire et sécuritaire.

Devant plusieurs invités de marque et des membres du gouvernement conduits par le ministre de l'intérieur, Raymond Zéphirin Mboulou, l'ambassadeur Christophe Muzungu a dépeint la situation politique en République démocratique du Congo (RDC), caractérisée, a-t-il indiqué, par l'application de l'accord politique « global et inclusif » du 31 décembre 2016, entre toutes les forces sociales et politiques du pays, avec, en toile de fond, l'organisation des élections « crédibles, apaisées et transparentes » de décembre prochain, conformément au calendrier publié par la Commission électorale nationale indépendante, en novembre 2017. « La République démocratique du Congo ne souffre d'aucune crise institutionnelle ni de légitimité politique. Le président de la République, Joseph Kabila Kabange, est déterminé à conduire le peuple congolais aux élections libres, apaisées et transparentes et doter le pays des insti-



Les invités/ crédit photo Adiac

tutions stables. Le processus électoral en RDC se veut irréversible », a martelé Christophe Muzungu.

Une croissance économique satisfaisante

S'agissant de l'économie du pays, il a noté que depuis fin 2017 et début 2018, « un comportement globalement satisfaisant de principaux indicateurs macroéconomiques » que sont les taux de croissance, d'inflation, de change de la monnaie, la situation des finances publiques et le niveau des réserves de change internationales.

Ce résultat, a précisé le diplomate, se justifie par « l'amélioration de la production dans le secteur minier, suite à la remontée des cours mondiaux des produits miniers

exportés, et à l'entrée en phase de production de quelques projets miniers ainsi qu'à la reprise des activités de certains autres qui avaient mis la clé sous le paillason ». La révision du code minier, a-t-il ajouté, a instauré « un partenariat gagant-gagant entre l'Etat congolais et les investisseurs étrangers. Ainsi, la République démocratique du Congo demeure ouverte aux investisseurs directs étrangers surtout en cette période préélectorale ».

Dans le domaine humanitaire, il a estimé que la situation n'est pas pour autant moins préoccupante mais « les exagérations dans la description pour le moins excessive que l'on en fait ne correspond nullement à la réalité sur le terrain ».



Christophe Muzungu/ crédit photo Adiac

La RDC, a-t-il affirmé, fait plutôt face à « des attaques non conventionnelles et asymétriques de groupes terroristes et des groupes armés criminels ». Pour pallier la situation humanitaire, il a rappelé qu'un fonds de cent millions de dollars américains a été débloqué par le gouvernement pour l'appui à la réinsertion des déplacés internes sur une période de dix-huit mois.

Ébola en voie d'être éradiquée

Pour ce qui est de la maladie à virus d'Ebola déclarée en mai dernier dans la province de l'Equateur, le diplomate congolais a indiqué que le gouvernement, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et d'autres partenaires, poursuit la riposte, avec le soutien de la commu-

nauté internationale.

Quant à la situation sécuritaire dans le pays, l'ambassadeur a relevé qu'elle est « relativement stable » sur toute l'étendue du territoire, à l'exception de deux provinces où se déroulent des opérations militaires contre des groupes terroristes. « Le partenariat entre l'armée nationale, la Monusco et la brigade internationale doit être renforcé pour faire face aux groupes armés qui constituent une menace contre la quiétude des paisibles citoyens, dans cette partie de notre pays », a-t-il indiqué. Avant de terminer son propos, l'ambassadeur a salué les bonnes relations « qui existent entre les peuples et les deux chefs d'Etat des deux Congo ».

Yvette Reine Nzaba

UGANDA

Une taxe sur les réseaux sociaux qui ne plaît pas à tous

Le prélèvement fiscal est entré en vigueur le 1er juillet, dans le pays, entraînant des plaintes d'utilisateurs selon lesquelles il est trop coûteux et va restreindre les libertés.

Les opérateurs télécom ont commencé à percevoir la taxe d'un montant quotidien de 200 shillings (0,05 dollar) pour tous ceux désireux d'accéder à Facebook, WhatsApp, LinkedIn, Twitter, Instagram, Viber, Skype et autres.

Le gouvernement s'est justifié en expliquant qu'il s'agissait là d'une décision visant à doper les recettes domestiques et à ne plus dépendre des investissements étrangers dans le secteur. Le ministre des Technologies de l'information et de la communication, Frank Tumwebaze, n'y

voit qu'une « petite taxe » qui contribuera au développement national.

Mais les critiques demeurent nombreuses dans le pays. Alors que l'expert Daraus Bahikire dit s'inquiéter d'un possible détournement des sommes perçues, Martha Chemuta, spécialiste des relations presse, pense pour sa part que les opérateurs télécom ont intérêt à grandement améliorer leur service, la qualité du réseau n'étant pas aux rendez-vous à ses yeux.

Livingstone Sewanyana, directeur général de la Fondation

de l'Initiative pour les droits de l'homme, a récemment confié à Xinhua que cette taxe était injustifiée pour les contribuables. « C'est une restriction de la liberté des individus à s'exprimer et à communiquer car elle rend l'accès (aux réseaux

Estimant que cette mesure pourrait être frappée d'anti-constitutionnalité, il a ajouté : « C'est une double peine car on paie déjà le temps de connexion. Une telle taxe devrait être annulée ».

Certains ont déjà commencé à

tant de ne plus être localisé en Ouganda et donc d'échapper à la taxe. Mais le directeur général de la Commission ougandaise des communications, Godfrey Mutabazi, a promis de bloquer les services VPN.

Parallèlement à cette taxe, le gouvernement a annoncé, le 21 juin dernier, qu'il allait aussi surveiller de près les réseaux sociaux pour arrêter toute personne les utilisant à des fins illégales.

Selon les résultats d'une enquête nationale menée cette année, l'Ouganda et ses quarante millions d'habitants ne comptent que 9,7 millions de possesseurs de téléphone portable. Sur ce chiffre, seul 1,9 million de personnes ont accès à Internet.

« C'est une restriction de la liberté des individus à s'exprimer et à communiquer car elle rend l'accès (aux réseaux sociaux) coûteux, voire rédhibitoire »

sociaux) coûteux, voire rédhibitoire », a-t-il dit.

utiliser des applications de réseau privé virtuel (VPN) permet-

BURUNDI

Les autorités veulent la médiatisation de la musique nationale

Les dirigeants du pays souhaitent « plus de visibilité médiatique » pour la musique burundaise à l'avenir en veillant à ce que celle-ci ne soit plus dominée par la musique étrangère au niveau des diffusions sur les médias audiovisuels nationaux.

S'entretenant le 1er juillet à Bujumbura avec Xinhua au lendemain de la clôture de la semaine dédiée à la Fête internationale de la musique organisée du 21 au 30 juin, en collaboration avec l'Amicale des musiciens du Burundi (AMB), le directeur général de la Culture, Léonard Sinzinkayo, a déclaré : « Nous voulons, en effet, qu'il y ait un maximum de quotas pour la diffusion de la musique burundaise sur les antennes des radios-télévisions émettant à partir de notre pays car nous avons l'impression que la musique étrangère prend plus de place par rapport aux tranches de diffusion accordées à la musique burundaise. Dans cette perspective, nous envisageons d'approcher les autorités

médiatiques concernées pour des pourparlers visant à rectifier cette situation ». Derrière cet agenda des autorités en charge de la Culture, a-t-il ajouté, se trouve une « vive volonté » politique focalisée sur l'épanouissement des musiciens burundais afin que ceux-ci accèdent « aux droits sur l'usage de leurs chansons », notamment via les médias.

Les négociations souhaitées avec les médias audiovisuels, a-t-il insisté, devraient aboutir à ce que la musique des Burundais ait une « grande place » dans les programmes de diffusion.

« En effet, si les tranches de diffusion des radios et télévisions burundaises continuent à être dominées par des musiques étrangères, le risque encouru est qu'en fonction

des accords de réciprocité des Bureaux de droits d'auteurs, les Burundais pourraient se retrouver dans des situations inconfortables où ils seraient obligés de payer beaucoup aux musiciens étrangers aux dépens des artistes nationaux », a-t-il fait remarquer. Ces innovations envisagées, a-t-il poursuivi, visent aussi la promotion des valeurs véhiculées par la culture burundaise sous forme « d'éducation culturelle » à l'endroit des jeunes générations burundaises actuelles et futures.

« Si les jeunes musiciens burundais ont pour premier repère la musique des pays de la sous-région comme celle de la RDC, de la Tanzanie et de l'Ouganda voisins, c'est anormal dans la mesure où nous Burundais, nous devrions prioriser l'amour de notre musique en la diffusant à très grande échelle sur les antennes des médias audiovisuels », a-t-il affirmé.

ARCHÉOLOGIE

Une mission chinoise en Egypte

Le ministre égyptien des Antiquités, Khaled al-Anany, a déclaré, lors d'un récent entretien avec Xinhua, que la première mission archéologique chinoise dans le pays commencerait ses travaux en septembre.



« La mission chinoise a complété toutes les procédures requises pour travailler en Egypte (...) Leurs travaux débiteront en septembre dans la ville de Louxor, en Haute-Egypte », a précisé Khaled al-Anany à Xinhua.

Il a ajouté que la mission avait choisi Louxor en raison de sa richesse en antiquités égyptiennes restant à découvrir.

Le ministre a salué la coopération entre l'Egypte et la Chine car les deux pays sont profondément attachés à leurs civilisations anciennes, essentiellement dans le domaine archéologique, ajoutant que l'Egypte était fière de ses liens avec la Chine.

« Nous envoyons de nombreux experts en Chine chaque année pour échanger nos expériences respectives », a-t-il révélé. La Chine dispose désormais d'une technologie de détection et d'imagerie tridimensionnelle à distance de classe mondiale ainsi que d'autres techniques avancées de test et d'analyse en intérieur, qui permettront aux archéologues chinois d'aider leurs homologues égyptiens à découvrir des trésors ensevelis.

Lors d'un autre entretien avec Xinhua, Wang Wei, ancien directeur de l'Institut de l'archéologie de l'Académie chinoise des sciences sociales, a déclaré que cette institution collaborerait avec les experts égyptiens pour mener des excavations archéologiques, protéger les reliques culturelles, contrôler et surveiller les sites clés en Egypte.

Il a également indiqué que l'Institut chinois contribuerait à la formation d'experts égyptiens dans la protection des découvertes archéologiques.

L'Egypte s'efforce de préserver son héritage archéologique et de découvrir les secrets des pharaons et d'autres anciennes civilisations à travers son territoire, afin de ranimer un secteur touristique souffrant d'une crise aiguë ces dernières années du fait de troubles politiques et des problèmes de sécurité y afférent.

Xinhua

SOMALIE

L'ONU salue les réalisations des douze derniers mois dans le pays

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Somalie, Michael Keating, a loué, le 1er juillet, les progrès impressionnants dans les domaines politique, économique et sécuritaire dans ce pays de la Corne de l'Afrique.

Selon Michael Keating, les réalisations de ces douze derniers mois ont permis à la Somalie d'éviter une famine imminente, d'augmenter les revenus et les subventions, d'adopter une loi clé et d'établir les relations de travail entre le gouvernement fédéral et les États membres.

Dans un communiqué, Michael Keating a félicité les Somaliens et leur gouvernement à l'occasion du 58e anniversaire de l'indépendance de leur pays, le

1er juillet, et a fait l'éloge des réformes sur la révision constitutionnelle et le modèle électoral ainsi que la réforme du secteur de la sécurité.

« La route est longue et les défis ne doivent pas être sous-estimés, notamment la capacité destructrice des extrémistes violents et le risque que les différends politiques et autres saperont les efforts pour obtenir des résultats qui profitent à tous les Somaliens », a-t-il dit à Mogadiscio.

« Mais l'agenda élaboré par le gouvernement est bon et mérite à la fois l'unité nationale et un soutien international opportun », a-t-il ajouté.

D'après lui, l'ONU et les partenaires internationaux travaillent en étroite collaboration avec les dirigeants somaliens pour aider à obtenir des résultats en matière de sécurité, d'emploi et de services afin de renforcer l'Etat de droit, l'inclusivité et la responsabilité.

« Les Nations unies célèbrent cet anniversaire en réaffirmant leur solidarité avec tous les Somaliens dans les années à venir », a-t-il signifié.

Le représentant du secrétaire général de l'ONU a déclaré que l'anniversaire d'indépendance est un grand jour pour tous les Somaliens à travers le monde, en notant que malgré les nombreuses difficultés qu'ils continuent à faire face, les Somaliens peuvent être fiers des progrès accomplis.

« Cette célébration arrive à un moment d'opportunité politique et d'espoir pour un avenir plus pacifique et prospère », a indiqué Michael Keating.

Il a appelé tous les dirigeants de la Somalie, que ce soit dans le secteur public ou privé, à travailler avec le gouvernement pour obtenir des résultats qui aideront à créer des emplois pour les jeunes.



Souscrivez au Plan Epargne Logement

Un taux de rémunération exceptionnel adapté à vos besoins

Un vrai partenaire

Tableau récapitulatif

| Régime catégorie | Régime 4 ans | | Régime 5 ans | | Régime 6 ans | |
|---------------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|
| | Epargne | Crédit | Epargne | Crédit | Epargne | Crédit |
| A | 50.000 | 5.271.000 | 40.000 | 6.754.000 | 33.000 | 8.221.000 |
| B | 60.000 | 6.330.000 | 48.000 | 8.105.000 | 40.000 | 9.965.000 |
| C | 80.000 | 8.441.000 | 64.000 | 10.807.000 | 54.000 | 13.452.000 |
| D | 100.000 | 10.551.000 | 80.000 | 13.509.000 | 67.000 | 16.691.000 |
| E | 120.000 | 12.661.000 | 96.000 | 16.211.000 | 80.000 | 19.929.000 |
| F | 140.000 | 14.771.000 | 112.000 | 18.912.000 | 94.000 | 23.417.000 |
| G | 160.000 | 16.881.000 | 128.000 | 21.614.000 | 107.000 | 26.665.000 |
| H | 180.000 | 18.991.000 | 144.000 | 24.316.000 | 120.000 | 29.894.000 |

Avenue Amílcar Cabral, Brazzaville BP 987, République du Congo



BCH



BCH



+242 33 287 25 88



bch@bch.cg

DÉPARTEMENT DE LA SANGHA

Trois cents producteurs de cacao appuyés par la société DDG

Les cacaoculteurs du district de Sembé et la société Dia développement groupe (DDG), spécialisée dans l'agropastorale, sont liés par un accord de partenariat. Celui-ci repose sur la formation et la fourniture des produits phytosanitaires ainsi que du matériel agricole.

La première livraison des produits et matériels a eu lieu à Sembé, du 14 au 30 juin, au cours d'une mission de terrain des dirigeants de la société DDG. Les producteurs dans le district disposent d'environ mille cinq cents hectares de plantations cacaoyères, notamment dans les villages de Gao, Bad, Boutazab, Mutamayek, Adiala 1 et 2, Kerembel, Memeyeng, Sembé district, etc.

Selon le directeur général de la société DDG, Nazaire Nzaou, cette initiative permettra non seulement d'augmenter la production locale mais surtout d'améliorer la



qualité de la production. « Ce projet entre dans le cadre de la vision de diversification souhaitée par le gouvernement de la République. Notre ambition, pour les cinq années à venir, c'est d'augmenter la production actuelle de mille cinq cents tonnes à cinq mille », a assuré Nazaire Nzaou.

Les producteurs bénéficiaires ont déjà une certaine expérience que la société DDG compte capitaliser en vue de la relance de la filière cacao du pays. En tentant de booster la production locale, la société spécialisée dans l'agropastorale vise également le marché extérieur. « Il nous faut produire de la quali-

Le séchage des fèves de cacao à Sembé (DR) té. C'est pourquoi, le PDG, Dia Mohamed, est allé lui-même distribuer le matériel aratoire et surtout des produits phytosanitaires pour le soin des plantations », a ajouté Nazaire Nzaou. Il y a quelques décennies, la filière cacaoyère était bien cultivée au Congo surtout dans la partie nord du pays.

L'accord de partenariat qui vient d'être signé pourrait contribuer à professionnaliser les planteurs, en veillant à la transmission des bonnes pratiques agricoles autour des villages ciblés.

Signalons que la culture de cacao figure parmi les trois filières prioritaires du gouvernement à côté du manioc et de la banane. Dans un message sur l'état de la nation devant le parlement réuni en congrès, le 30 décembre dernier, le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a promis d'améliorer le financement de ces filières agricoles, avec la relance des programmes de culture de banane, manioc et cacao. « Pour le développement de l'agriculture, les financements inscrits au budget de l'Etat 2018, devront être mobilisés de manière effective. J'y veillerai personnellement », avait-il déclaré.

Fiacre Kombo

PROTECTION SOCIALE

Le projet Lisungi s'ouvre à la population autochtone de Gamboma

Sur les trois cent soixante-dix-sept ménages pauvres qui bénéficieront de l'appui du projet Lisungi-Système des filets sociaux dans le district, cent quarante-deux sont tenus par des peuples autochtones.

L'Unité de gestion du projet Lisungi a bouclé, le 24 juin dernier, le processus d'identification et d'enregistrement des potentiels bénéficiaires dans le département des Plateaux. En effet, sur les cent quarante-deux ménages identifiés, quinze proviennent du village Etoro, cent vingt-sept pour le seul village de Béné et un est issu des huit quartiers de la communauté urbaine de Gamboma.

Ainsi, les ménages enrôlés vont bénéficier, après avis de conformité du comité local de suivi, des prestations du projet, au titre des fonds additionnels de la Banque mondiale qui couvrent quatre localités : Ngo et Gamboma, dans les Plateaux ; Nganga-Lingolo, district de Goma Tsé-Tsé (Pool) ; deux arrondissements de Dolisie, dans le Niari. Les interventions du projet

à l'endroit de ces bénéficiaires sont prévues d'ici à la fin de ce mois. Selon une lettre d'information du projet, ces différents ménages ont été enrôlés à la faveur des forums d'enregistrement. Il s'agit d'une opération pendant laquelle les informaticiens de l'Unité de gestion collectent des photos, des empreintes digitales et autres informations liées à la structuration du ménage, aux activités génératrices de revenus à entreprendre, aux écoles des enfants ainsi qu'au centre de santé fréquenté. Se déroulant en présence des communautés, cette opération permet, faut-il le rappeler, de maîtriser les ménages éligibles, l'établissement de la carte et de déterminer le niveau de l'allocation par le projet. Pour le président du comité communautaire de ciblage de Béné,



Les bénéficiaires (DR)

Honoré Nguié, ce qui était hier un rêve devient réalité. « Les autochtones parmi les bénéficiaires de Lisungi, c'est un grand événement pour nous. On ne s'y attendait même pas. Quand on suivait les activités de Lisungi à la télé, on pensait vraiment que cela ne concernait que les Bantous. Imaginez un autochtone devant le guichet d'une banque en train de toucher de l'argent ! Mais quel événement ! Merci Dieu, merci le gouvernement et ses partenaires », a-t-il déclaré.

Egalement président de la communauté des autochtones du district de Gamboma, Honoré Nguié a plaidé pour que ce projet puisse aller jusqu'au bout pour sortir cette couche sociale de la misère. « Nous sommes très nombreux dans le district de Gamboma, éparpillés dans plusieurs villages. Nous vivons la misère chaque jour. Nous espérons que Lisungi ne va pas s'arrêter à

ce petit nombre », a-t-il souhaité. Le coordonnateur du projet, Alfred Constant Kiakouama, a, quant à lui, rappelé que la question autochtone qui fait partie des mesures de sauvegarde est traitée avec beaucoup de rigueur au niveau du projet Lisungi. « Cela est valable pour les autochtones de toutes les zones d'intervention du projet. Les ménages éligibles vont bénéficier des allocations financières mais aussi des microcrédits pour développer des activités génératrices de revenus. Mais tout cela passe par un travail d'éducation et d'un encadrement spécifique. Le projet a pris toutes les dispositions pour répondre aux attentes non seulement du gouvernement mais aussi des peuples autochtones », a-t-il précisé.

Se procurer les documents d'état-civil

Outre la misère, la discrimination

et la stigmatisation dont elles sont victimes, les populations autochtones sont également confrontées aux problèmes relatifs à l'état-civil et Honoré Nguié en est conscient. « Le chef de la délégation du projet Lisungi a, au cours de nombreuses réunions, insisté sur la nécessité pour les bénéficiaires d'avoir des pièces d'état-civil pour accéder au paiement. Or c'est le vrai problème auquel nous sommes confrontés. La plupart d'entre nous n'aiment pas se faire établir des pièces d'état-civil. L'administrateur-maire et le sous-préfet nous sensibilisent tous les jours à cette question importante, nous y travaillons pour donner une existence juridique aux populations autochtones, parce que pour se présenter aux examens d'Etat, nos enfants ont souvent des problèmes », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

« Les autochtones parmi les bénéficiaires de Lisungi, c'est un grand événement pour nous. On ne s'y attendait même pas. Quand on suivait les activités de Lisungi à la télé, on pensait vraiment que cela ne concernait que les Bantous. Imaginez un autochtone devant le guichet d'une banque en train de toucher de l'argent ! Mais quel événement ! Merci Dieu, merci le gouvernement et ses partenaires »

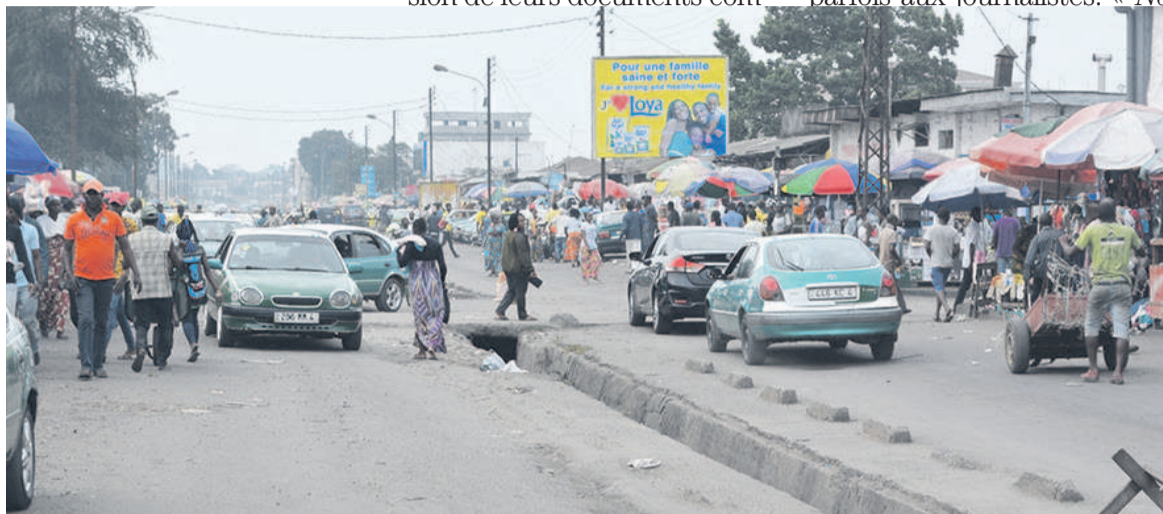
CIRCULATION ROUTIÈRE

Traque des taxis fraudeurs à Bacongo

Dans le cadre de sa campagne pour améliorer la sécurité routière, la police a lancé, le 3 juillet, une opération coordonnée de contrôle des taxis sur l'avenue Matsoua, aux abords du grand marché Total, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville.

Le contrôle rigoureux des papiers de bord concerne les véhicules en infraction. Une attention particulière est accordée aux taxis appelés couramment « cent-cent » et qui souvent ne circulent que dans les quartiers Bacongo, Makélékélé, Matour, Bifouiti, etc. « Nous sommes en train de contrôler les taxis qui ne sont pas en règle car nombreux sont des chauffeurs qui circulent sans aucun document, parfois sans permis de conduire. Avant de sortir, tout chauffeur doit se rassurer s'il est en ordre. Nous savons que vers le soir, les fraudeurs reviendront mais pour le moment, nous sommes là », a expliqué un policier.

En quelques heures, l'avenue Matsoua, habituellement inaccessible pour cause d'embouteillage, a été auto-



L'avenue Matsoua libérée des taxis fraudeurs/ crédit photo Adiac

matiquement libérée grâce à la présence des hommes en kaki. D'autres véhicules pouvaient circuler librement, au grand plaisir des piétons aussi.

« Nous éprouvons des difficultés pour traverser de l'autre côté du marché. Nous souhaitons que la police reste ici tous les jours pour désengorger de temps

en temps cet endroit », nous a confié un passant.

Pour rappel, les automobilistes doivent être en possession de leurs documents com-

un groupe de chauffeurs de taxi, stupéfait, observe le déguerpissement. Ils vocifèrent discrètement en s'en prenant parfois aux journalistes. « Ne

diquer. Dès l'alerte, au risque de se faire attraper, ils se faufilent et changent de ruelles. « On savait que la police était là », a déclaré l'un d'eux. En notre présence, un taxi bourré de marchandises transportant en même temps quelques passagers est interpellé. Son véhicule et ses papiers sont passés au crible par les policiers qui constatent l'absence du permis de conduire. Sa voiture a été automatiquement conduite en fourrière.

Hormis Bacongo, le phénomène « cent-cent » est également répandu dans d'autres quartiers de Brazzaville, où l'on voit des taxis fraudeurs circulés sans être inquiétés dans leurs zones de prédilection. Ce genre de transport de personnes ou de marchandises n'est pas du tout interdit. Il suffit tout simplement de se conformer aux règles de la circulation pour plus de sécurité.

Yvette Reine Nzaba

plets, le véhicule ne doit pas être également dans un état vétuste très avancé. Si l'une de ces règles est enfreinte, le conducteur se verra retirer ses papiers et son taxi pourrait même être conduit à la fourrière.

Debout tout le long de l'avenue, avec une petite mine boudeuse contre la police qui traque leurs collègues,

nous filmez pas... Filmez plutôt ces policiers voleurs qui ne nous laissent pas le temps de travailler pour nourrir nos enfants... », a-t-on entendu.

Ce contrôle se heurte aussi à la communication rapide entre chauffeurs de taxis pour s'avertir de la présence de la police. Ils redoutent que ce soit un prétexte pour les éra-

APPEL À CANDIDATURES

Le comité de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), section Congo, annonce à tous les membres de ladite association qu'une assemblée générale électorale aura lieu le samedi 7 juillet 2018 à Brazzaville.

Postes à pourvoir et conditions

Président ;

- Deux vice-présidents ;
- Un secrétaire général ;
- Un secrétaire général adjoint ;
- Un trésorier ;
- Un commissaire aux comptes.

Critères : être journaliste et membre en activité de l'UPF ; avoir une bonne moralité.

Envoie ton CV dès aujourd'hui à cette adresse : bihina2008@yahoo.fr.

Lieu : salle de conférence de rédaction des Dépêches de Brazzaville.

Heure : 10 heures

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

FESTIBRAVA

La troisième édition se prépare

En prélude à la tenue de l'événement, du 19 au 23 septembre, une conférence dénommée FestiBrava Day a eu lieu, le week-end dernier, dans la salle André-Gide de l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville.

La rencontre visait à dresser le bilan de l'édition précédente et à lancer officiellement l'édition à venir. C'était également l'occasion pour les organisateurs de projeter des images de la dernière édition, de partager avec la presse, les mécènes, associations, organismes, entreprises locales, artistes, sportifs et bien d'autres.

Au cours de cette rencontre, le directeur général du Festival international Brazzaville de l'amitié (FestiBrava), Cléaud Rosdieu Ntété, a annoncé que la troisième édition se tiendra au cœur de la ville de Brazzaville sur le thème « L'amitié moteur de réaction et création aux défis du quotidien ». Justifiant le choix de ce thème, il a déclaré : « Quand on est animé par les valeurs amicales, en face d'une situation on saura comment réagir pour ne pas briser l'amitié ». En effet, le FestiBrava est un rendez-vous des arts, des sports et loisirs, cirques et autres



Les organisateurs lors de FestiBrava Day ..

formes d'animation urbaine, en vue de célébrer la date du 30 juillet, décrétée Journée internationale de l'amitié. Rappelons que c'est à l'initiative de l'Unesco que cette journée a été proclamée en 2011 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. L'idée étant de cultiver l'amitié entre les peuples, les pays, les cultures et les individus, à travers des efforts de paix et d'offrir l'occasion de jeter les ponts entre les communautés. La Journée de l'amitié met particulièrement l'accent sur la participation des jeunes comme futurs dirigeants à des activités communautaires qui comprennent les différentes cultures. À cette occasion, la jeunesse doit se mobiliser

pour soutenir la promotion d'une culture qui rejette la violence et s'emploie à prévenir les conflits, en s'attaquant à leurs causes profondes et résolvant tout problème grâce au dialogue et à la négociation, a précisé l'organisateur. La particularité de cette troisième édition, a dit Cléaud Rosdieu Ntété, c'est le fait d'avoir invité cinq dames, alors que pendant les deux précédentes, il n'y en avait pas.

FestiBrava étant un festival itinérant qui se déplace d'arrondissement en arrondissement, l'arrondissement retenu pour cette troisième édition est Bacongo. C'est ainsi que le site principal où est implanté le grand podium est sur l'avenue Matsoua, entre

l'Espace Deguy et la Pharmacie de nuit. Outre ce site, il y a aussi celui de l'IFC où sera lancée la soirée d'ouverture du festival et une journée de concerts. Enfin, le troisième site est celui où sera installé le village du festival pendant trois semaines, c'est-à-dire du 7 au 30 juillet, à l'espace RC situé entre le Cercle culturel Sony-Labou-Tansi et le bar La Détente.

Quant aux présélections, Cléaud Rosdieu Ntété dit ne pas les avoir organisées. « Nous n'avons pas passé les présélections mais nous avons listé les artistes qui ont déjà une notoriété, que nous avons invités d'une manière prévisionnelle, avec lesquels nous discutons. C'est la première

Un artiste prestant lors du FestiBrava Day (Adiac)

étape. La deuxième étape, c'est celle au cours de laquelle nous avons demandé aux artistes, depuis un certain temps, d'apporter leurs dossiers. C'est ce qui se fait déjà. Sur cette base, nous allons auditionner et organiser un show le 30 juillet au Cercle culturel Sony-Labou-Tansi, où nous allons retenir quelques artistes », a-t-il expliqué.

Notons que ce festival est l'initiative de l'association Amical des jeunes citoyens congolais que préside Cléaud Rosdieu Ntété. Créée le 7 juillet 2014 à Brazzaville, elle organise plusieurs activités culturelles, sportives, caritatives et sociales.

Bruno Okokana

FORMATION À DISTANCE

Les archivistes édifiés sur les ressources éducatives libres

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) a organisé, du 27 au 29 juin, un atelier de formation sur les Ressources éducatives libres (REL) et la nouvelle version du méta portail de l'initiative pour le développement du nouvel espace universitaire francophone à la Bibliothèque universitaire.

L'objectif a été de faire la promotion des ressources éducatives libres qui ont plusieurs avantages dans l'amélioration de l'apprentissage et de la mise en œuvre des systèmes éducatifs, a expliqué le facilitateur de la formation, Apollinaire Batouré, également responsable du Campus numérique francophone de Ngaoundéré, au Cameroun. Les REL sont les matériaux numériques mis à disposition librement et gratuitement pour que des éducateurs, des étudiants et des apprenants les réutilisent voire les modifient pour l'enseignement, l'apprentissage et la recherche. Elles peuvent être des manuels, des programmes, des notes de cours, des devoirs, des tests, des projets, des documents audio, des vidéos et des dessins animés.

La formation consiste aussi à donner tous les éléments nécessaires sur les ressources éducatives libres aux documentalistes qui sont en contact avec les usagers : étudiants, enseignants ou acteurs du monde socio-économique.

Selon lui, la formation s'inscrivait dans le cadre de l'accompagnement des documentalistes dans le traitement de l'information à la diffusion. Les apprenants ont bénéficié également des séances pratiques sur le méga portail mis en place par l'AUF, à la demande des ministres de l'Enseignement supérieur de l'espace francophone.

La nouvelle version du méga portail comprend près de quarante REL qui permettent d'être exploitées en vue d'informer et sensibiliser la communauté universitaire et bien

d'autres. : « Nous sommes à la phase de déploiement mais c'est une action qui avait débuté depuis 2014. Mais les ressources éducatives libres ont été pensées depuis 2002 avec l'Unesco », a signifié le formateur. Il a, par ailleurs, indiqué que le mouvement prend de plus en plus de l'ampleur, parce qu'à partir des Objectifs de développement durable qui sont définis actuellement, notamment l'objectif 4, qui voudrait permettre l'accès à la connaissance pour tous, les REL qui sont un créneau pour la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement.

Au terme de la formation, les apprenants ont salué l'initiative de l'AUF. Davy Arsell Locko, agent de la direction de la Bibliothèque universitaire, a indiqué que la formation a été capitale pour l'avoir informé que la Francophonie a une bibliothèque numérique ouverte à tout le monde. « Je vais m'exercer à accéder quotidiennement à la bibliothèque tout en vulgarisant la formation auprès des autres qui n'ont pas eu la chance d'y participer ».

Rissy Liduvine Likibi, secrétaire de direction bibliothèque ESGAE, a ajouté qu'à travers cette formation, elle a appris à connaître les licences libres, non commerciales et disponibles à la recherche documentaire. Notons que cette formation sur les ressources éducatives libres et le méga portail de l'initiative pour le développement du nouvel espace universitaire francophone a été sanctionnée par des certificats.

Lydie Gisèle Oko

SALON «THE SUMMER FANCY FOOD SHOW» 2018

Fréquentation en hausse des stands

Portée par l'association spécialisée dans l'alimentation de l'Amérique du Nord, la soixante-quatrième édition du salon de l'industrie de l'agroalimentaire a connu un immense succès, du 30 juin au 2 juillet, au Centre des expositions de Javits, à New York.



Stand Eco-Oil au Summer Fancy Show 2018 (DR)

Durant trois jours, le Salon a confirmé sa position du plus grand marché consacré exclusivement aux aliments de spécialité et aux boissons. Avec la Grèce, cette fois, comme pays à l'honneur et ses trois mille cinq cents membres à travers le monde, les résultats ont été probants.

Les chiffres connus dès le soir de la clôture donnent une participation de plus de cinquante pays, deux mille quatre cents exposants pour trente-quatre mille visiteurs. Dans la vente spécialisée, les exposants ont proposé une gamme variée de nourriture de marques connues autant que non encore connues portée par des enseignes telles que Whole Foods, Kroger, Formaggio Kitchen, Starbucks ou la société congolaise Eco-Oil de Claude-Wilfrid Etoke, hébergée dans le Pavillon France.

Pour sa première participation, Eric Raulet

a exprimé toute sa satisfaction de voir la société dont il est directeur de développement être référencée parmi les grandes enseignes de l'agroalimentaire. « Ainsi, nous nous inscrivons dorénavant aux salons officiels de notre secteur agricole ! », a confié le directeur. Il a expliqué que l'objectif visé à travers cette participation, en tant que producteur, entre autres, de l'huile d'arachide, végétale et de palme et ses produits dérivés est de venir écouter, prospecter de nouveaux partenaires pour se tenir pleinement au courant des évolutions de normes, notamment dans le respect de la responsabilité sociétale des entreprises sur les nouvelles tendances du marché et les dernières technologies ayant trait au secteur agroalimentaire à placer dans le cadre de l'application du Programme Ecoplus.

Marie Alfred Ngoma

MONDIAL 2018

Les «Diabes» belges reviennent de l'enfer pour défier le Brésil

Les «Diabes Rouges» ont longtemps cru que la malédiction des favoris leur était tombée dessus ! Mais la Belgique, menée 2-0 jusqu'à la 69^e mn, est revenue de l'enfer pour renverser au bout des arrêts de jeu le Japon (3-2) et retrouver le Brésil en quarts de finale de la compétition.

Ils avaient promis qu'on ne leur referait plus le coup après la mésaventure de l'Euro-2016: deux ans après le traumatisme gallois, et vingt-quatre heures seulement après la leçon espagnole, les Belges ont réussi à assumer leur statut de favoris face à des Nippons tout proches de réaliser l'exploit après s'être qualifiés pour le deuxième tour grâce à la règle du fair-play aux dépens des Sénégalais.

Mais comme le 8^e de finale du Mondial 2014 remporté après prolongation face aux Etats-Unis (2-1, a.p.), ils ont affiché une fébrilité inquiétante...

Meilleure attaque de la phase de poules avec neuf buts, la Belgique pensait avoir opté pour la meilleure stratégie en terminant premier de son groupe. Certes, pour basculer dans la partie de tableau la plus difficile de la compétition mais pour éviter aussi la Colombie, adversaire a priori plus dangereuse que le Japon.

Mais ce Mondial donne la part belle aux «petites» équipes, à l'image de l'exploit de la Russie face à l'Espagne, dimanche. Et depuis le limogeage surprise de Vahid Halilhodzic, les «Samourais bleus» d'Akira Nishino sont devenus une glaçante machine à exploiter la moindre faille de l'adversaire.

D'entrée de jeu, le Japon a joué sans complexes pour montrer à la pléiade de stars belges que rien ne

serait simple. S'ils auraient mérité de s'incliner durant le temps fort belge - quatre minutes de folie avec autant d'occasions franches (Lukaku, 25e; De Bruyne, 26e; Hazard, 27e; Kompany, 28e mn) -, les «Samourais bleus» ont profité des espaces béants laissés par l'ambitieux dispositif belge en 3-4-3, notamment sur les côtés lorsque Meunier et Carrasco, plus ailiers que latéraux, n'assuraient pas leur repli défensif.

Le premier avertissement pour les Belges est intervenu juste avant la mi-temps, avec deux occasions japonaises. Autant d'avertissements adressés aux Diabes rouges.

Mais dès le retour des vestiaires, la passivité belge a été sanctionnée. Sur une sublime passe de Shibasaki, Haraguchi a profité d'une hésitation de Vertonghen pour battre Courtois (48e mn, 1-0).

Quelques minutes plus tard, Inui montrait qu'il est digne de son nom en lâchant une incroyable frappe des vingt mètres hors de la portée de Courtois (52e mn, 2-0). La Belgique, auto-proclamée candidate au titre, était sérieusement menacée d'élimination !

« Début de seconde période, 0-1, 0-2, tu te dis: «C'est terminé» », a raconté Thomas Meunier, après le match. « Moi j'étais tranquille : ils ont marqué deux buts en cinq minutes, on pouvait le faire aus-



Les Diabes rouges belges étreignent Chadli, auteur du but de la victoire à la 94e mn (Odd Andersen/AFP)

si ! C'est ce qu'on a fait », a complété Kevin De Bruyne au micro de «BeIn Sports».

Pour la «génération en or» des Hazard, Mertens, De Bruyne et Kompany, le temps des regrets n'était pas encore arrivé. Grâce à un but heureux de Vertonghen (69e mn, 2-1), à la réception d'une chandelle japonaise, les «Diabes» se sont mis à croire à la «Remontada».

Après avoir multiplié les coups de boutoir, l'entrant Fellaini a fini par

égaliser de la tête cinq minutes plus tard (74e mn, 2-2).

S'ils pensaient devoir se contenter de la prolongation après avoir manqué une nouvelle grosse occasion, avec une double parade de Kawashima sur la tête de Chadli puis de Lukaku (85e mn), ils ont finalement arraché la qualification sur la dernière action du match.

Sur une relance rapide de Courtois, après un corner mal exploité des Japonais, De Bruyne a initié

un contre supersonique, transmis à Meunier qui a immédiatement centré pour Lukaku. Maladroite jusqu'ici, le buteur belge a astucieusement laissé passer le ballon entre ses jambes pour permettre à Chadli d'inscrire le but de la victoire (90e mn+4). Et de la délivrance.

Les Belges ont eu très chaud. Ils reviennent de l'enfer et sont prêts à défier le Brésil !

Camille Delourme avec AFP

Le Brésil bat le Mexique grâce à Neymar

Un coup d'éclat de Neymar a envoyé le Brésil en quart de finale du Mondial-2018 et prolongé la malédiction du Mexique (2-0), battu pour la septième fois d'affilée en 8e de finale, lundi à Samara.

Un dribble, une talonnade pour démarquer Willian et du jus pour se jeter sur le centre du «Jackson five» brésilien (51e): le vrai génie du «Ney» s'est manifesté pour la première fois cet été en Russie, sur sa deuxième réalisati-

on de la compétition. Un sort suffisant pour aller défier la Belgique ou le Japon sur la route d'une sixième Coupe du monde. Il avait déjà marqué contre le Costa Rica, mais le match avait été gagné juste avant (2-0), il

avait réussi une passe décisive pour Thiago Silva contre la Serbie (2-0), mais c'était sur corner. Cette fois il a fait les deux, un but et une passe décisive pour Firmino (88e), quand les Aztèques jouaient leur va-tout. Et on peut même lui attribuer une avant-dernière passe décisive sur son propre but.

Neymar a surclassé la star mexicaine, Javier «Chicharito» Hernandez, qui n'a rivalisé que sur le terrain de l'audace capillaire, avec sa teinture blond platine.

«Nous devons apprendre à souffrir. Nous avons souffert, ce fut difficile, mais nous savions que l'adversaire était de qualité», a soufflé «Ney», torse nu, transpirant entre les tatouages à la fin du match.

Car le Mexique a joué, comme promis, au début de match. La titularisation surprise de Rafael Marquez a pu faire croire que Juan Carlos Osorio jouerait la défense, mais l'homme aux cinq Coupes du monde a occupé la position de sentinelle, pour assurer des transitions rapides vers l'avant grâce à sa qualité de passe. L'idée a fonctionné au début. Les combinaisons des trois joueurs offensifs, Carlos Vela,

«Chucky» Lozano et Chicharito, et l'astuce de Hector Herrera ont fait reculer la défense «auriverde».

Puis Neymar a sifflé la fin de la récréation. Invisible jusque-là, il a remis le Brésil dans le match, effaçant deux défenseurs d'un coup de rein pour frapper sur Guillermo Ochoa (25e).

Le gardien a encore réussi une belle parade face à Gabriel Jesus (33e) dans une période où «El Tri» n'arrivait plus à ressortir le ballon. Et il a gardé la main chaude en contrant Coutinho dès la reprise (48e).

A la mi-temps, Osorio a sorti Marquez, 39 ans, pour placer Miguel Layun arrière droit, à la place d'Edson Alvarez, déjà averti (38e) dans sa défense sur le «Ney».

Mais l'étoile brésilienne était trop dure à surveiller. Le Parisien a ouvert le score sur une action de classe, prenant la défense mexicaine à revers par son génial coup de talon pour démarquer Willian. La pression est immense sur la star, tout le Brésil lui demande de ramener la «Hexa», la sixième, alors Paulinho a fêté son but en le prenant sur ses épaules, et toute la Sele-

çao a félicité sa star.

Sa réputation d'acteur ne va pas s'arranger après ses hurlements de douleurs poussés lorsque Layun lui a un peu marché sur sa cheville blessée.

Le Mexique devait remonter le score, mais ses assauts sont restés assez inoffensifs. Seul dégât pour le Brésil, la suspension de Casemiro pour le quart de finale, averti pour un tacle sur Lozano (59e).

En contre, Ochoa tenait encore la baraque derrière face à Paulinho (59e) ou Willian (63e), mais il n'a rien pu faire sur le déboulé de Neymar pour servir Firmino.

Cette fois les chants mexicains se sont tus. Le magnifique public aztèque a gagné le match de l'ambiance, il l'avait déjà fait à Fortaleza il y a quatre ans, chantant plus fort que les torcidas brésiliennes sur leur propre sol (0-0).

Mais la malédiction continue, aggravée d'une autre : le Mexique n'a toujours pas battu le Brésil en Coupe du monde (quatre défaites, un nul), et ne lui a pas non plus marqué le moindre but. Quatre ans de malheur en plus...

C.D. avec AFP



Paulinho porte Neymar en triomphe: avec une passe décisive et un but, le Parisien a sorti le Brésil du piège mexicain (AFP)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 08/2018/MEPSA/UCP-PRAASED « Recrutement du Responsable de la Composante 2 (RC 2) du PRAASED »

I. Contexte

Le Gouvernement de la République du Congo et la Banque Mondiale co-financent le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif pour un montant total de 70 millions de dollars US. A cet effet, l'Unité de Coordination du PRAASED a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : recrutement du Responsable de la Composante 2 (RC 2) du PRAASED..

II. Mission du Responsable de la Composante 2 (RC 2) du PRAASED.

Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet, le Responsable de la Composante 2 (RC2), a la charge de veiller à une bonne planification, mise en œuvre et supervision de l'ensemble des activités relevant de la composante 2 qui consiste à « Disposer des ressources humaines en nombre et qualité nécessaires ».

III. Tâches et responsabilités (Extraits des termes de référence) :

Le RC2 a pour tâches et responsabilités ce qui suit :

- promouvoir en lien avec les objectifs de la Composante 2 et du Projet ainsi que le cadre des résultats défini dans le PAD pour la Composante 2, toutes activités concourant à l'amélioration de la gestion des ressources humaines affectées à l'éducation, tant en quantité qu'en qualité et notamment l'objectif général de l'enregistrement biométrique du personnel de l'enseignement, en vue d'une meilleure gestion des ressources humaines (recrutement, avancement, déploiement, formation, rémunération, mobilité, retraite...);
- contribuer à la mise en place du cadre de concertation interministérielle (Ministères en charge des enseignements, Ministère de la fonction publique et Ministère des finances), dédié à la gestion et développement des ressources humaines du secteur de l'éducation;

• Superviser, en étroite collaboration avec les autres responsables de l'UCP, les structures administratives et techniques impliquées dans la mise en œuvre de la composante 2, l'assistance technique nationale et/ou internationale et des entreprises qui sera sollicitée pour la mise en œuvre:

- des travaux d'enregistrement biométriques des enseignants;
- de la conception et mise en place du fichier unique interconnecté MEPSA-Fonction Publique-Finances pour le suivi des rémunérations et de la gestion des enseignants en fonction des besoins réels de terrain;
- de la révision des processus de recrutement/examens de sortie dans les ENI et ENS et des contenus de formation de ces structures de formation, conformément aux résultats et recommandations de l'étude sur l'analyse des capacités fonctionnelles et organisationnelles des ENI et ENS;
- des études d'amélioration des incitations/motivations du personnel éducatif basées sur les performances et les rendements scolaires obtenus dans le système éducatif;
- des sessions de formations au sein des cycles primaire et secondaire, du personnel enseignant, personnel administratif et des enseignants bénévoles;
- des sessions de formations destinées aux acteurs communautaires et autres acteurs clés dans la mise en œuvre du projet, l'évaluation de la qualité et la gestion de l'école dans sa globalité;
- ainsi que toutes autres activités en rapport avec la composante 2.
- Examiner les plannings d'intervention des consultants et des différents prestataires, dans le cadre de l'exécution des contrats signés pour le compte de la composante 2;
- Suivre l'exécution des activités inscrites dans la composante 2;
- Valider les livrables et évaluer la performance

des consultants, des prestataires et/ou des fournisseurs en lien avec les activités à mener dans le cadre de la Composante 2;

- Etre redevable de la performance technique et budgétaire de la Composante 2 par trimestre et par an.

IV. Profil et qualifications requis

Le candidat doit :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire de niveau BAC+4 au moins (maîtrise/master...) en science de l'éducation, en planification de l'éducation, en économie de l'éducation, en ingénierie de la formation ou équivalent;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, dans la conception et la gestion de plans de formation des enseignants;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dont au moins 5 ans en gestion et suivi des plans de formation des enseignants; une expérience dans la formation des enseignants et/ou la gestion des ressources humaines en relation avec le système éducatif au plan national ou départemental, serait un atout;
- Avoir des connaissances en gestion des projets éducatifs et/ou autres projets sociaux;
- Avoir de bonnes capacités managériales, d'organisation et de communication;
- Savoir travailler en équipe et dans un environnement multiculturel;
- Etre pro-actif;
- Avoir des connaissances et une maîtrise de l'outil et logiciels informatiques (word, excel, powerpoint, base de données...);
- Avoir une maîtrise du français parlé et écrit.

V. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation;
- un curriculum vitae détaillé;
- des copies légalisées des diplômes et tout autre document justifiant la formation;

• des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience dans le domaine;

- Noms, adresses de trois personnes de référence.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

VI. Processus de recrutement

Le processus comprendra :

- Une analyse des dossiers;
- Un test écrit;
- Un entretien devant un panel.

VII. Informations et Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, heure locale.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés sous pli fermé, au plus tard le 16 juillet 2018 à 16 heures, heure locale avec mention « Avis de recrutement d'un Responsable de la Composante 2 (RC 2) du PRAASED ».

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

Unité de Coordination du PRAASED
À l'attention de monsieur Calixte KOLYARDO,
Coordonnateur du PRAASED

Adresse : voir Bureau Spécialiste en Passation des Marchés (SPM) du PRAASED, au 164 Avenue Maréchal LYAUTEY, en face du CHU, à côté de l'UNESCO

E-mail : praaseducp@gmail.com,
Téléphone : 06 644 75 07,
Brazzaville-Congo.

Fait à Brazzaville, le 28 juin 2018

Le Coordonnateur du PRAASED

Calixte KOLYARDO

REMERCIEMENTS

La famille Moukouyou Ndombo, très touchée par la sympathie dont vous avez fait preuve lors du décès de leur père, le nommé Moukouyou Ndombo Alain Léopold, vous remercie chaleureusement et vous présente l'expression de sa reconnaissance



DIA DEVELOPPEMENT GROUPE « DDG »

SARL-U

RCCM-CG-BZV-01-2018-B13-0016

Activité de soutien à l'agriculture
Agro pastorale-Achat et Vente de Cacao

Pour tous renseignements, Veuillez nous contacter aux Adresses suivantes :

Tel : 06 888 44 05 / 05 521 36 11

Email : diagroupedev@gmail.com

LIBRAIRIE LES MANGUIERS



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h - 17h)
Samedi (9h - 13h)



TÉLÉPHONIE MOBILE

Yves Castanou explique la nouvelle tarification aux Ponténégrins

Après Brazzaville, le directeur général de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce) a échangé, lors d'une conférence qu'il a animée le 3 juillet, avec l'ensemble des utilisateurs du numérique et les responsables des associations des consommateurs de la ville océane, sur la nouvelle tarification Voix et Data.

Le directeur général de l'Arpce a expliqué que sa structure a décidé d'être en face de l'ensemble des utilisateurs du numérique, des associations de consommateurs de Pointe-Noire. Dans son rôle de régulateur, il a tenu à continuer le travail de sensibilisation et de communication après Brazzaville, puisque les grandes décisions exigent assez de temps pour mieux les communiquer et les expliquer. L'encadrement tarifaire dont on parle aujourd'hui, a-t-il dit, n'est pas en réalité une hausse



Vue des participants

mais seulement un encadrement. Celui-ci consiste à expliquer aux consommateurs les dangers et les challenges

que court le secteur du numérique. « Le Congo n'est pas du tout en retard par rapport aux autres. Nous

avons des réalités, des contraintes, des challenges et de bons résultats. Nous avons vu ensemble qu'en

deux ans seulement, les tarifs ont baissé de 75% entre 2016 et 2018. Aujourd'hui, le Congo n'a pas assez d'infrastructures mais beaucoup de réflexions sont en train d'être faites par le gouvernement de la République. L'Arpce se devrait de procéder à un encadrement tarifaire en vue de stabiliser le revenu du secteur et assurer son bon fonctionnement », a-t-il indiqué.

S'exprimant sur la fameuse augmentation de la demande tarifaire, Yves Castanou a précisé que l'offre toxique de 1 GB qui fait couler tant d'encre était une promotion des opérateurs et devrait être arrêtée au risque de causer des conséquences extrêmement néfastes pour le secteur. « Les opérateurs vont continuer à faire toutes sortes de promotions, chaque opérateur a une cinquantaine d'offres. L'Arpce a juste retiré quelques offres qui sont toxiques, il ne s'agit pas d'une quelconque augmentation », a-t-il conclu.

Séverin Ibara

PATRIMOINE CULTUREL

Le musée Mâ-Loango sollicite le regard des autorités congolaises

Situé à Diosso, au royaume Mâ-Loango, dans le département du Kouilou, l'espace culturel, lieu d'incarnation de l'histoire et de la culture du Congo se sent abandonné. Son conservateur en chef, Joseph Kimfoko, a lancé un cri d'alarme au cours d'un entretien avec *Les Dépêches de Brazzaville*.

Joseph Kimfoko a attiré l'attention des autorités nationales pour secourir le patrimoine culturel dont les objets organiques se détériorent par manque de produits d'entretien. « Nous sollicitons le passage au musée des autorités de toute obédience pour prendre soin de notre culture », a-t-il lancé. « Les autorités qui passent au musée laissent leurs impressions dans le livre d'or. Mais tout ce qu'ils disent et proposent n'est jamais donné et le musée est comme dans l'abandon. On s'époumonne pour chercher le xylophène incolore pour traiter les objets qui sont attaqués par les termites, parce que tout

ce qui est en bois et en vannerie fait partie des objets organiques qui brillent et disparaissent », a-t-il poursuivi.

Le conservateur a, d'ailleurs, souligné que même si la connaissance du génie créateur de notre pays est très pauvre sur la création, l'on se contente de ce qui

est là, puisqu'il représente l'histoire du Congo à travers les objets créés. « Vous y trouvez les outils de travail pour la culture de la vie, les habits et vêtements, les ustensiles de cuisine, la culture traditionnelle, les armes traditionnelles, les moyens de transport et de communication du Congo

de l'époque », a souligné Joseph Kimfoko.

Selon lui, dans le domaine de transport, les Congolais de l'époque se limitaient du « tipoye » (fauteuil suspendu pour transporter les chefs traditionnels) pour le transport terrestre et la pirogue pour le transport naval jusqu'à ce que les Eu-

ropéens aient apporté la civilisation moderne. « Ils nous ont construit le chemin de fer et les ports. Ce sont les mêmes qui ont créé des villes. En dehors de cette culture moderne, on continuait à vivre la culture traditionnelle. Et plus loin, ils ont apporté la monnaie traditionnelle pour les échanges et le commerce comme négoce », a renchéri Joseph Kimfoko.

L'orateur a également regretté le manque de manuels scolaires qui permettent de transmettre l'histoire et la culture congolaises aux jeunes générations. « L'horizon d'Afrique » devrait montrer à la nouvelle génération la tradition congolaise, les sagaies par exemple, une arme traditionnelle que nos grands parents fabriquaient pour chasser l'animal, la pirogue un moyen de transport naval, le tipoye, un moyen de transport terrestre », a-t-il conclu.



Les visiteurs au musée Mâ-Loango (Adiac)

Charlem Léa Legnoki

RENCONTRE LITTÉRAIRE

« Voix de sagesse téké » et « Le griot » au centre des débats

Les deux ouvrages ont fait l'objet d'échanges, à l'occasion de leur présentation officielle, la semaine dernière au mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza.

Après «Une femme candidate aux élections législatives au Congo» et «Une rose pour les tirailleurs», les éditions L'Harmattan Congo viennent de publier deux ouvrages d'Eugénie Mouayini Opo, intitulés «Voix de sagesse téké», un recueil de contes, et «Le griot, Pensée et mémoire de la tradition orale», un ressourcement dans la tradition orale téké, a expliqué le représentant de la maison d'édition, Jackson Darius Makiozy Bansimba, après le mot de bienvenue de la directrice générale du mémorial, Béline Ayessa. Ces deux ouvrages, a-t-il poursuivi, replongent les lecteurs dans la cosmogonie téké immensément riche culturellement.

Que peut-on retenir des deux livres ?

Les spécialistes, à savoir Willy Gom et Ramses Bongolo (critique), ont tour à tour décortiqué ces deux ouvrages et dégagé la substantifique moelle. Le recueil de contes «Voix de sagesse téké» compte 216 pages, 47875 mots, tandis que «Le griot, Pensée et mémoire de la tradition orale» compte 176 pages pour 40 754 mots.

«Voix de sagesse téké» est un tableau hétéroclite de contes anciens puisés aux sources mêmes de la tradition téké, une ethnie congolaise. Ce florilège se nourrit de légendes et de fables ancestrales dont certaines révèlent la cause d'une pratique



Une vue du podium lors de la présentation (Adiac)

séculaire ou expliquent l'existence d'une réalité quelconque, tandis que d'autres exposent une leçon de conduite.

Le découpage thématique du recueil présente huit niveaux ou catégories de contes avec une certaine convergence d'intérêt, parmi lesquels la nature profonde et le monde des animaux de la savane et de la forêt avec les enseignements que l'on peut en tirer, et d'autres (animaux domestiques, monstres et serpents, diabolins, etc.), tous regorgeant d'histoires fabuleuses qui ne démentent pas l'attribut d'enchantement naturellement accolé au concept de conte.

«Voix de sagesse téké» est un ouvrage constitué de huit chapitres : La nature profonde ; Les animaux de la savane et de la forêt : Pourquoi, comment les animaux domestiques ? ; Les monstres et les serpents jouent leur partition ; Le monde des diabolins ; Jalousie, démon du

« Le griot, Pensée et mémoire de la tradition », est quant à lui un véritable réservoir culturel. Cet ouvrage promène le lecteur, à travers une traduction littérale du téké, dans les méandres et les subtilités de la sagesse intime de cette ethnie congolaise. Il met en valeur la richesse de l'enseignement traditionnel, traduit ici principalement par des proverbes qui sont d'ordre humain, animal, minéral et végétal mais où le temps et l'espace ont également leur chapitre. Leur seul but est d'assagir l'homme. Des devinettes et un répertoire lexical téké complètent ce pittoresque tableau véhiculaire de la tradition téké. Ce livre compte neuf chapitres, à savoir Les proverbes dans le règne humain ; Les proverbes dans le règne animal ; Les proverbes dans le règne minéral et végétal ; Les proverbes dans le temps et l'espace ; Les proverbes dans tous leurs états ; Devinettes ; Notions pour par-

faire nos connaissances ; Notions générales ; Apprenons à parler la langue téké.

Dans sa communication, Eugénie Mouayini Opo a expliqué que le griot est un communicateur traditionnel dépositaire de la tradition orale. On ne devient pas griot, on naît griot, a-t-elle dit. Le griot a pour fonction de raconter les mythes et les histoires du temps passé. Il lui revient également la fonction d'intercession et de préservation des coutumes. Le griot joue un rôle important dans la conservation et la transmission de la tradition.

Elle a ajouté qu'éduquer c'est développer un ensemble des connaissances et des valeurs comme la morale, la sagesse. « Dans notre tradition, la valeur morale passe par des adages, des dictons, des proverbes, des contes chargés de sagesse, de vérité et d'expérience. L'homme est le résultat du milieu ambiant. La morale permet de transformer à la fois l'humain et le monde dans lequel il vit en interdé-

pendance. La morale c'est ça l'activité humaine. Les contes sont des repères qui dessinent le contour de notre imagination. La base d'une prise de conscience et d'une éducation. Ça nous renvoie à nos origines profondes et nous rapproche de nos croyances », a-t-elle soutenu.

Les contes amplifient les liens de solidarité et incitent les hommes, les femmes, les enfants à développer l'esprit d'amour, d'abnégation, de sacrifice, de partage et surtout à contenir la jalousie, la haine, le mépris de l'autre, a poursuivi l'auteure. Ce sont des valeurs de sensibilisation qui se transmettent de génération en génération. Quant aux proverbes, autant on peut lire des contes et les comprendre, parce que ça rentre dans l'imagination, autant les proverbes sont philosophiques.

Qui est Eugénie Mouayini Opo ?

Auteure, écrivaine, poète et romancière du royaume téké, Eugénie Mouayini Opo a, à son actif, plusieurs ouvrages. Française originaire du Congo-Brazzaville, elle est mariée et mère de six enfants dont un garçon et cinq filles. Sur le plan associatif, Eugénie Mouayini Opo est présidente de différentes associations telles Bii Bana Nkoué-Mbali (Nous les enfants de Nkoué-Mbali).

«Voix de sagesse téké» est vendu au prix public de 20,5 euros, soit 13450 FCFA, tandis que «Le griot» coûte 19 euros, soit 12 465 FCFA.

Bruno Okokana

VILLAGE CULTUREL

La troisième édition sera lancée le 8 juillet

L'événement se déroulera jusqu' au 20 septembre, à l'école de 3 francs à Bacongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville.

Le village culturel Big Bounce organise, en partenariat avec le village de vacances Recrée@tions de l'administrateur maire de Bacongo, Simone Loubienga, une exposition artistique et culturelle. L'objectif est de promouvoir la danse, donner l'opportunité aux jeunes artistes d'exposer leurs œuvres d'arts et faire distraire la jeunesse à travers des jeux. Au programme, plusieurs activités sont prévues durant deux mois, à savoir le vernissage, le slam, les jeux tobogan, le championnat de basket et le brassicole.

Outre cela, des appareils de massage et du rhumatisme seront installés à cette occasion par l'entreprise Uni vision. Par ailleurs, les jeux et soins médicaux seront gratuits à la première semaine

et deviendront, par la suite, payants à un moindre coût. Le concours artistique du meilleur groupe de danse, meilleur groupe de musique, meilleur artiste plasticien et le concours de défilé de mode seront aussi organisés à l'issue desquels les meilleurs seront récompensés. « Le village culturel donnera l'opportunité aux directeurs de différentes entreprises d'avoir un contact direct avec le public tout en leur présentant leurs programmes d'activités », a fait savoir Christian Etoke Mbouani, coordonnateur de l'événement. Il a, par ailleurs, sollicité l'aide des partenaires pour réparer le forage et les sanitaires de l'école de 3 francs. « Les élèves de cette école n'ont ni eau ni là où ils font leurs besoins », a signifié le coordonnateur.

Signalons que Simone Loubienga est la marraine de cet événement. La première édition avait eu lieu en 2012 et la deuxième en 2016.

Rosalie Bindika

